

ÉDITION POPULAIRE ANARCHISTE

Sun Yat-sen

traduit par Paul-Ferdinand Gohin

VERSION IMPRIMABLE
PARTAGEABLE
INTERDIT À LA VENTE

KIDNAPPING A LONDRES

suivi d'une biographie

"Sun Yat-sen" (photo colorisée artificiellement)
photographe inconnu (vers 1920)



KIDNAPPING
À LONDRES

CHAPITRE I L'IMBROGLIO

Lorsque, en 1892, je m'établis à Macao, petite île située près de l'embouchure de la rivière de Canton, afin d'y exercer la médecine, je ne pouvais guère imaginer qu'en l'espace de quatre années je me trouverais prisonnier à la Légation chinoise de Londres, et que je serais, sans le vouloir, à l'origine d'un incident politique qui devait conduire à l'intervention active du gouvernement britannique pour obtenir ma libération. C'est pourtant cette année-là, à Macao, que je fis mes premiers pas dans la vie politique ; et c'est là que commença cette partie de mon existence qui devait porter mon nom de manière si marquante à la connaissance du public britannique.

J'avais étudié la médecine, en 1886, à Canton, à la Mission anglo-américaine, sous la direction du vénérable docteur Kerr, lorsque, en 1887, j'appris l'ouverture d'un Collège de médecine à Hong Kong et résolus aussitôt de profiter des avantages qu'il offrait.

Après cinq années d'études (1887-1892), j'obtins le diplôme qui m'autorisait à porter le titre de « licencié en médecine et chirurgie de Hong Kong ».

Macao appartient au Portugal depuis trois cent soixante ans ; mais, bien que le gouvernement y soit européenisé, la population est en grande majorité chinoise, et la fraction qui se qualifie de portugaise se compose en réalité d'Eurasiens issus de plusieurs générations métissées.

Dans ma nouvelle résidence, je trouvai les autorités chinoises de l'hôpital indigène disposées à favoriser mes efforts en me fournissant l'occasion de pratiquer la médecine et la chirurgie européennes. Elles mirent à ma disposition une salle, me fournirent des médicaments et du matériel en provenance de Londres, et m'accordèrent toutes les facilités propres à assurer mon introduction parmi elles dans des conditions équitables.

Cet événement mérite une attention particulière, car il marque en Chine une évolution nouvelle et significative : jamais auparavant le conseil d'administration d'un hôpital chinois, dans toute l'étendue de l'Empire, n'avait accordé un encouragement officiel direct à la médecine occidentale. De nombreux malades, notamment des cas chirurgicaux, vinrent dans

mon service, et j'eus l'occasion d'exécuter plusieurs opérations importantes devant les administrateurs.

En revanche, je rencontrai dès le début des difficultés avec les autorités portugaises. Ce ne fut point l'ignorance obstructive de l'Orient, mais la jalousie de l'Occident qui entrava mes progrès. La loi portugaise interdit l'exercice de la médecine, sur le territoire portugais, à quiconque ne possède pas un diplôme portugais, lequel ne peut être obtenu qu'en Europe. Les médecins portugais s'abritèrent derrière cette règle pour contester mon droit d'exercer. Ils m'interdirent d'abord de soigner les Portugais ou de leur prescrire des remèdes ; les pharmaciens n'étaient pas autorisés à délivrer des prescriptions émanant d'un médecin étranger ; aussi mes efforts furent-ils entravés dès l'origine. Après des tentatives infructueuses pour m'établir à Macao, et au prix de pertes financières considérables — car je m'y étais installé sans prévoir une telle opposition — je fus amené à me rendre à Canton.

C'est à Macao que j'entendis pour la première fois parler d'un mouvement politique que je pourrais le mieux décrire comme la formation d'un parti de la « Jeune Chine ». Ses objectifs étaient si sages, si modérés et si pleins d'espérance que je m'y attachai immédiatement, persuadé de servir au mieux les intérêts de mon pays en m'y associant. Il s'agissait de provoquer une réforme pacifique et, en soumettant au Trône des projets mesurés, d'introduire une forme de gouvernement plus conforme aux exigences modernes. L'essence même de ce mouvement était l'établissement d'un régime constitutionnel destiné à compléter le système ancien, corrompu et usé, sous lequel la Chine gémissait.

Il est inutile d'entrer ici dans le détail du régime actuellement en vigueur en Chine. On peut toutefois le résumer en quelques mots. Le peuple n'a absolument aucune part dans la gestion des affaires impériales, nationales ou même municipales. Les mandarins, ou magistrats locaux, disposent d'un pouvoir absolu de jugement, sans appel possible. Leur parole fait loi ; ils peuvent se livrer à leurs manœuvres en toute irresponsabilité, et chaque fonctionnaire peut s'enrichir impunément.

L'extorsion pratiquée par les autorités constitue une véritable institution ; elle est la condi-

tion même de l'exercice des fonctions ; et ce n'est que lorsque l'exploiteur se montre maladroit que le gouvernement intervient, sous couvert de bienveillance, pour atténuer — mais le plus souvent pour achever — le dépouillement.

Les lecteurs anglais ignorent probablement la modicité des traitements officiels des hauts fonctionnaires provinciaux. Ils auront peine à croire que le vice-roi d'une province telle que Canton, gouvernant un territoire dont la population dépasse celle de la Grande-Bretagne, ne reçoit légalement que la somme dérisoire de soixante livres sterling par an. Pour subsister, se maintenir en fonction et accumuler d'immenses richesses, il recourt donc à l'extorsion et à la vénalité de la justice.

L'instruction, sanctionnée par les examens, constitue le seul moyen d'accéder aux fonctions officielles. Supposons qu'un jeune lettré se distingue : il cherchera alors à entrer dans l'administration et, en corrompant les autorités de Pékin, espérera obtenir un poste. Une fois celui-ci acquis — et comme il ne peut vivre de son traitement, voire doit payer pour conserver sa charge — il obtient en contrepartie le droit d'exploiter la population. Avec l'avancement viennent une plus grande licence et des facilités accrues d'enrichissement personnel ; de sorte que le plus habile exploitateur peut finalement accéder aux plus hautes fonctions.

Ce fonctionnaire prévaricateur devient alors l'autorité suprême en toutes matières sociales, politiques et criminelles. Il s'agit d'un système féodal, d'un pouvoir dans le pouvoir, d'une autocratie injuste qui prospère par sa propre corruption. Et ce système — cette exploitation organisée — constitue le principal moyen par lequel la dynastie mandchoue se maintient.

Dans de telles conditions, qui pourrait s'étonner de l'existence d'un profond mécontentement parmi le peuple ?

Les masses chinoises, bien que maintenues officiellement dans l'ignorance de ce qui se passe dans le monde, sont loin d'être stupides. De nombreux observateurs européens affirment même que leurs capacités intellectuelles latentes sont considérables. Pourtant, les livres politiques sont interdits ; les journaux quotidiens n'existent pas ; le monde extérieur leur est fermé. Nul, au-dessous d'un certain

rang de mandarin, n'a le droit d'étudier la géographie, et encore moins les pays étrangers.

Les lois elles-mêmes ne sont pas accessibles au public : elles sont réservées aux plus hauts fonctionnaires. La lecture d'ouvrages militaires est punie de mort ; il est interdit d'inventer ou de divulguer toute nouveauté. Ainsi le peuple est maintenu dans l'obscurité, tandis que le gouvernement ne lui dispense que les informations qui servent ses intérêts.

Les lettrés ne peuvent étudier que les classiques chinois et leurs commentaires. Mais même ces textes sont expurgés de tout ce qui pourrait encourager la critique des autorités ; seules les parties prônant l'obéissance sont diffusées. Ainsi la Chine est-elle gouvernée — ou plutôt mal gouvernée — par l'imposition d'une obéissance aveugle.

Maintenir les masses dans l'ignorance est l'objectif constant du pouvoir. C'est ainsi que, lors de la dernière guerre contre le Japon, la majorité du peuple n'en sut rien, sauf dans les régions directement concernées. Beaucoup n'avaient jamais entendu parler des Japonais ; et là où le nom circulait, on croyait à une simple rébellion étrangère.

Dans ces conditions, aucune réforme n'était possible sans l'intervention du Trône. C'est pour influencer celui-ci que fut créé le parti de la « Jeune Chine ». Nous espérions que les autorités de Pékin, en contact avec les diplomates étrangers, seraient disposées à adopter certaines réformes. Mais nos pétitions ne furent suivies que de sévères répressions.

Dès lors, voyant les voies pacifiques fermées, nous en vîmes à envisager des moyens plus contraignants. Le mécontentement était général, notamment parmi les classes aisées et les militaires, conscients que la corruption était à l'origine des défaites récentes.

Le centre du mouvement se trouvait à Shanghai, mais l'action devait se dérouler à Canton. Plusieurs circonstances favorisèrent son développement : des soldats démobilisés, mécontents, vinrent grossir nos rangs ; des abus policiers provoquèrent des troubles populaires ; la corruption administrative, notamment la vente des charges, suscita une indignation croissante.

Ainsi le mouvement réformateur gagna en force et en cohésion. Le plan fut d'occuper Canton par surprise et de déposer les autorités

sans effusion de sang. Des forces furent mobilisées en différents points, et l'organisation semblait solide.

Mais, au moment décisif, tout échoua. Les troupes furent arrêtées, les communications rompues, et la panique s'empara des conspirateurs. Documents détruits, armes cachées, chacun tenta de fuir. Des hommes venus de Hong Kong furent arrêtés dès leur arrivée.

Les chefs se dispersèrent. Pour ma part, après plusieurs périls, je parvins à gagner Macao, puis Hong Kong, où je me réfugiai chez mon ancien professeur, M. James Cantlie. Lui ayant expliqué ma situation et les risques que je courais d'être arrêté et exécuté, il me conseilla de consulter un avocat, ce que je fis immédiatement.

CHAPITRE II MA CAPTURE

Je ne revis pas M. Cantlie, car M. Dennis, qui dirigea mes démarches, m'obligea à partir immédiatement.

Deux jours plus tard, je pris un vapeur japonais à destination de Kobe ; après quelques jours de séjour, je gagnai Yokohama. Là, j'abandonnai mon costume chinois pour revêtir un habit européen à la manière japonaise. Je coupai ma natte, laissai pousser mes cheveux naturellement et cultivai la moustache. Peu de jours après, je quittai Yokohama pour les îles Hawaï, où je m'établis dans la ville d'Honolulu, où je comptais de nombreux parents, amis et bienfaiteurs. Partout où je me rendis — au Japon, à Honolulu ou en Amérique — je trouvai tous les Chinois instruits animés de l'esprit de réforme et désireux d'obtenir pour leur patrie une forme de gouvernement représentatif.

Alors que je me promenais dans les rues d'Honolulu, je rencontrai M. et Mme Cantlie, accompagnés de leur famille, qui se rendaient alors en Angleterre. Ils ne me reconnurent pas tout d'abord dans mon costume européen, et leur nourrice japonaise s'adressa aussitôt à moi en japonais, me prenant pour l'un de ses compatriotes. Cela se produisit fréquemment : les Japonais me prenaient d'abord pour l'un des leurs et ne découvraient leur erreur qu'en m'adressant la parole.

Je quittai Honolulu en juin 1896 pour San Francisco, où je demeurai un mois avant de poursuivre vers l'Est. J'y rencontrai nombre de mes compatriotes, qui m'accueillirent favorablement. Je passai trois mois en Amérique, puis gagnai Liverpool à bord du vapeur Majestic. À New York, on me conseilla de me méfier du ministre chinois aux États-Unis, Manchou d'origine, et peu favorable aux Chinois en général, encore moins aux réformateurs.

Le 1er octobre 1896, j'arrivai à Londres et descendis à l'hôtel Haxell, dans le Strand. Le lendemain, je me rendis chez M. Cantlie, au 46 Devonshire Street, Portland Place, où je reçus un accueil des plus chaleureux de la part de mon vieil ami et de son épouse. On me trouva un logement au 8 Gray's Inn Place, Gray's Inn, Holborn. Dès lors, je me disposai à profiter de mon séjour à Londres et à me

familiariser avec les nombreux spectacles, musées et vestiges historiques de ce centre même de l'univers.

Ce qui me frappa le plus, moi Chinois, fut l'énorme circulation des véhicules, le flot incessant d'omnibus, de fiacres, de voitures, de chariots et d'autres moyens de transport plus modestes qui encombraient les rues ; l'habileté remarquable avec laquelle la police dirigeait ce trafic ; et la bonne humeur générale de la population. Les piétons, bien sûr, étaient nombreux, mais non pas en foules aussi compactes que dans les rues chinoises. Nos rues, d'une part, sont beaucoup plus étroites — de simples ruelles — et d'autre part, toutes les marchandises y sont transportées à dos d'homme, suspendues à une perche de bambou portée sur les épaules. Pourtant, même dans les larges rues de Hong Kong, la foule des piétons demeure extrêmement dense.

Je commençais à peine à distinguer Holborn du Strand, et Oxford Circus de Piccadilly Circus, lorsque je fus privé de ma liberté de la manière que la presse du pays a si largement relatée.

Je me rendais fréquemment chez M. Cantlie — presque chaque jour, en vérité — et passais le plus clair de mon temps dans son cabinet de travail. Un jour, au déjeuner, il mentionna la proximité de la Légation chinoise et suggéra en plaisantant que je pourrais aller lui rendre visite ; à quoi son épouse répondit : « Vous feriez mieux de vous en abstenir. N'en approchez pas ; ils vous attraperaient et vous expédieraient en Chine. » Nous rîmes tous de bon cœur de cette remarque, sans nous douter à quel point cette intuition féminine était juste, ni combien rapidement nous en éprouverions la réalité.

Un soir, dînant chez le docteur Manson, que j'avais également connu à Hong Kong comme professeur de médecine, celui-ci me recommanda en riant de me tenir éloigné de la Légation chinoise. J'étais donc dûment averti ; mais, ignorant où se trouvait la Légation, cet avertissement me fut de peu d'utilité. Je savais seulement que, pour me rendre à Devonshire Street, je devais descendre de l'omnibus à Oxford Circus et remonter ensuite une large rue vers le nord jusqu'à apercevoir le nom de Devonshire à l'angle d'une maison. Telle était toute ma connaissance des lieux.

Le dimanche 11 octobre, vers dix heures et demie du matin, je me rendais à Devonshire Street, espérant arriver à temps pour accompagner le docteur et sa famille à l'église, lorsqu'un Chinois s'approcha furtivement de moi par derrière et me demanda, en anglais, si j'étais japonais ou chinois.

Je répondis : « Je suis chinois. »

Il me demanda alors de quelle province j'étais originaire ; et lorsque je lui répondis que je venais de Canton, il dit : « Nous sommes compatriotes et parlons la même langue ; je suis de Canton. »

Il convient de noter que l'anglais — ou « pidgin », c'est-à-dire l'anglais commercial — sert de langue commune entre Chinois de régions différentes. Un marchand de Swatow et un Cantonais, bien que leurs villes ne soient séparées que de cent quatre-vingts milles, peuvent ne pas se comprendre à l'oral. La langue écrite est commune à toute la Chine, mais les langues parlées sont multiples et très différentes. Ainsi, un marchand de Swatow, traitant des affaires à Hong Kong avec un Cantonais, parlera anglais mais écrira dans la langue commune chinoise. Il convient d'ajouter que l'écriture japonaise emploie les mêmes caractères que la chinoise ; ainsi, un Chinois et un Japonais, bien qu'ils ne partagent aucune langue parlée, peuvent communiquer par écrit ou tracer des signes dans l'air ou sur le sol.

Mon interlocuteur me parla donc d'abord en anglais jusqu'à ce qu'il reconnaisse mon dialecte ; nous poursuivîmes ensuite en cantonais. Tandis que nous parlions, nous avançons lentement dans la rue, lorsqu'un second Chinois vint se joindre à nous, de sorte que je me trouvai bientôt encadré. Ils m'invitèrent à entrer dans leur logement pour fumer et converser. Je refusai poliment, et nous nous arrê tâmes sur le trottoir.

Un troisième homme apparut alors, et mon premier interlocuteur nous quitta. Les deux autres insistèrent davantage pour que je les accompagne ; peu à peu, et sous des dehors amicaux, ils me conduisirent vers le bord du trottoir, lorsqu'une porte voisine s'ouvrit soudain. À moitié en plaisantant, à moitié avec insistance, ils me poussèrent à entrer, chacun me pressant d'un côté, joignant à leurs paroles un geste apparemment amical.

Ne soupçonnant rien — car j'ignorais dans quelle maison j'entrais — je n'hésitai que par crainte d'arriver en retard chez M. Cantlie. Finalement, de bonne foi, je pénétrai à l'intérieur, non sans surprise lorsque la porte fut refermée et verrouillée derrière moi avec empressement.

Soudain, je compris : la maison ne pouvait être que la Légation chinoise, ce qui expliquait le nombre de Chinois en costume mandarin ainsi que l'importance du bâtiment. Je me rappelai alors que le ministre résidait dans ce quartier, non loin de Devonshire Street.

On me conduisit dans une pièce du rez-de-chaussée, où quelques hommes échangèrent des paroles. Puis on me fit monter à l'étage, deux hommes m'escortant — et en partie me forçant — à avancer. On m'introduisit ensuite dans une chambre du second étage, où l'on me dit de rester. Cette pièce ne satisfait cependant pas mes gardiens, car peu après on me transféra dans une autre, au troisième étage, dont la fenêtre, garnie de barreaux, donnait sur l'arrière de la maison.

Là entra un vieil homme aux cheveux et à la barbe blancs, au ton quelque peu impérieux, qui déclara :

« Voici la Chine pour vous ; vous êtes maintenant en Chine. »

Il s'assit et commença à m'inter-roger.

À la question de mon nom, je répondis : « Sun. »

« Votre nom, dit-il, est Sun Wen ; et nous avons reçu un télégramme du ministre chinois en Amérique nous informant que vous avez voyagé vers ce pays à bord du Majestic ; il nous demande de vous arrêter. »

« Que signifie cela ? » demandai-je.

Il répondit :

« Vous avez adressé autrefois une pétition de réforme au Tsung-Li-Yamen à Pékin, demandant qu'elle soit présentée à l'Empereur. Cette pétition peut être considérée comme excellente ; mais le Tsung-Li-Yamen vous réclame désormais, et vous êtes retenu ici jusqu'à ce que nous sachions quelles instructions l'Empereur souhaite nous donner à votre sujet. »

« Puis-je informer un ami que je suis ici ? » demandai-je.

« Non, répondit-il ; mais vous pouvez écrire à votre logement pour faire envoyer vos bagages. »

Exprimant le désir d'écrire au docteur Manson, il me fournit plume, encre et papier. J'écrivis au docteur Manson pour l'informer que j'étais retenu à la Légation chinoise et pour lui demander de prévenir M. Cantlie afin qu'il fasse envoyer mes effets.

Le vieil homme — que j'appris plus tard être Sir Halliday Macartney — s'opposa toutefois à l'emploi du mot « retenu » et me demanda de le remplacer. J'écrivis donc : « Je suis à la Légation chinoise ; veuillez dire à M. Cantlie de m'y faire parvenir mes bagages. »

Il déclara alors ne pas souhaiter que j'écrive à mon ami et me demanda d'écrire à mon hôtel. Je lui répondis que je n'étais pas à l'hôtel et que seul M. Cantlie connaissait mon adresse.

Il était manifeste que mon interlocuteur cherchait, par ruse, à s'emparer de mes effets, et surtout de mes papiers, dans l'espoir d'y découvrir des correspondances susceptibles de révéler mes relations ou complices en Chine.

Je lui remis la lettre destinée au docteur Manson ; il la lut, puis me la rendit en disant : « Cela convient. » Je la plaçai dans une enveloppe et la remis à Sir Halliday Macartney, convaincu de bonne foi qu'elle serait envoyée.

CHAPITRE III MON EMPRISONNEMENT

Sir Halliday quitta alors la pièce, referma la porte et la verrouilla, et je me trouvai prisonnier sous clef. Peu après, je fus troublé par le bruit de travaux de menuiserie à la porte de ma chambre : on y ajoutait une seconde serrure. Devant la porte se tenaient en permanence au moins deux gardes, dont l'un était européen ; parfois un troisième s'ajoutait.

Durant les premières vingt-quatre heures, les gardes chinois entraient fréquemment et me parlaient dans leur dialecte, que je comprenais assez bien. Ils ne me donnèrent aucune information sur les raisons de ma détention — et je ne leur posai d'ailleurs aucune question — sinon que le vieil homme qui m'avait enfermé était Sir Halliday Macartney, le « Ma-Ta-Yen », comme ils l'appelaient : « Ma » pour Macartney, « Ta-Yen » étant l'équivalent de « Son Excellence ». Cela correspond à l'appellation sous laquelle est désigné ici le ministre chinois, « Kung-Ta-Yen ». « Kung » est son nom de famille, et « Ta-Yen » indique son titre, signifiant « Son Excellence ». Il ne donne jamais son véritable nom dans les affaires publiques, obligeant ainsi tout étranger à le désigner, sans s'en rendre compte, comme « Son Excellence ».

Je me suis souvent demandé s'il traite avec le gouvernement britannique uniquement sous cette appellation ; si tel est le cas, il s'agit là d'une marque de mépris et d'ironie. L'étiquette de cour et la diplomatie en Chine sont si subtiles qu'une simple inflexion de syllabe suffit à transformer un message adressé à un étranger, d'un compliment en une insulte. On s'efforce constamment d'obtenir cet effet dans les relations avec les étrangers, et il faut une connaissance très approfondie de la littérature et de la culture chinoises pour s'assurer qu'un message qui leur est transmis ne laisse pas le diplomate chinois se réjouir intérieurement d'avoir insulté, à son insu, un étranger de haut rang. Aux yeux de ses compatriotes, il manifeste ainsi sa supériorité et montre que les « diables étrangers » — les Yang Quei Tze — lui sont inférieurs.

Quelques heures après mon emprisonnement, l'un des gardes entra et m'annonça que Sir Halliday Macartney lui avait ordonné de me fouiller. Il me prit mes clés, mon crayon et

mon couteau. Il ne découvrit pas la poche où je conservais quelques billets de banque, mais il s'empara des quelques papiers sans importance que j'avais sur moi. Ils me demandèrent ensuite quel genre de nourriture je désirais, et, à ma demande, m'apportèrent du lait, que je bus.

Dans la journée, deux domestiques anglais vinrent allumer le feu, apporter du charbon et balayer la chambre. Je demandai au premier de faire sortir une lettre pour moi ; sur sa promesse de s'en charger, j'écrivis un billet adressé à M. Cantlie, 46 Devonshire Street, W. Lorsque le second domestique entra, je fis de même. Je ne sus naturellement que plus tard ce qu'il advint de ces lettres, mais tous deux affirmèrent les avoir envoyées. Le soir (nous étions dimanche), une femme anglaise vint faire mon lit ; je ne lui adressai pas la parole. Cette nuit-là, je ne dormis pas et restai étendu, tout habillé.

Le lendemain — lundi 12 octobre — les deux domestiques anglais revinrent pour s'occuper de la chambre et apportèrent charbon, eau et nourriture. L'un déclara avoir expédié le billet que je lui avais confié, tandis que l'autre, Cole, dit n'avoir pu sortir pour le faire. Je soupçonnai néanmoins que mes lettres n'étaient jamais parvenues à destination.

Le mardi 13, je demandai de nouveau au plus jeune domestique — non pas Cole — s'il avait remis ma lettre et s'il avait vu M. Cantlie. Il répondit par l'affirmative ; mais comme je doutais encore, il jura qu'il avait bien vu M. Cantlie, qui, en recevant le billet, avait dit : « Très bien ! » N'ayant plus de papier, j'écrivis au crayon sur un coin de mon mouchoir et lui demandai de le porter à mon ami. En même temps, je glissai dans sa main une demi-souveraine et espérai le meilleur. Je doutais de sa loyauté, et je constatai plus tard que mes soupçons étaient malheureusement fondés : il s'était immédiatement rendu auprès de ses employeurs pour tout leur révéler.

Le quatrième jour de ma captivité, un certain M. Tang vint me voir, et je reconnus en lui l'homme qui m'avait enlevé. Il s'assit et entama la conversation.

« Lorsque je vous ai rencontré pour la dernière fois, dit-il, et que je vous ai conduit ici, j'agissais dans l'exercice de mes fonctions ; maintenant, je viens vous parler en ami. Vous

feriez mieux d'avouer que vous êtes Sun Wen ; cela ne sert à rien de le nier : tout est réglé. » Dans un ton mêlé de flatterie ironique, il poursuivit :

« Vous êtes bien connu en Chine : l'Empereur et le Tsung-Li-Yamen connaissent parfaitement votre histoire ; il vaut la peine de mourir avec un nom aussi distingué que celui que vous vous êtes acquis. » — C'est là une forme de flatterie orientale que les esprits occidentaux apprécient sans doute peu ; mais en Chine, la manière dont on meurt et le nom sous lequel on meurt ont une importance capitale.

« Votre présence ici, continua-t-il, signifie la vie ou la mort. Le savez-vous ? »

« Comment cela ? répondis-je. Nous sommes en Angleterre, non en Chine. Que comptez-vous faire de moi ? Si vous souhaitez mon extradition, il vous faut faire connaître ma détention au gouvernement britannique ; et je ne pense pas que celui-ci consente à me livrer. »

« Nous n'avons pas l'intention de demander une extradition légale, répliqua-t-il. Tout est prêt ; un vapeur est retenu ; vous serez ligoté et bâillonné, puis emmené d'ici sans bruit, et embarqué sous bonne garde. Au large du port de Hong Kong, une canonnière chinoise vous attendra ; vous y serez transféré, puis conduit à Canton pour y être jugé et exécuté. »

Je fis remarquer que ce plan comportait des risques, car je pourrais trouver l'occasion de communiquer avec des Anglais à bord pendant le voyage. Tang répondit que cela serait impossible :

« Vous serez surveillé aussi étroitement qu'ici ; toute possibilité d'évasion sera écartée. »

Je suggérai alors que les officiers du navire pourraient ne pas partager les vues de mes ravisseurs et que certains pourraient me témoigner de la sympathie.

« La compagnie maritime, répondit Tang, est amie de Sir Halliday Macartney et fera ce qu'on lui dira. »

À mes questions, il précisa que je serais transporté sur l'un des vapeurs de la ligne « Glen », mais que mon départ n'aurait pas lieu cette semaine (nous étions le 14 octobre), car le ministre ne souhaitait pas supporter les frais d'un affrètement exclusif et préférerait attendre que la cargaison soit embarquée, afin de n'avoir à payer que les billets de passage.

« Quelque part la semaine prochaine, ajouta-t-il, la cargaison sera chargée et vous partirez alors. »

Lorsque je fis observer que ce plan serait difficile à exécuter, il se contenta de répondre :

« Si cela nous inquiétait, nous pourrions vous tuer ici même, car ceci est la Chine, et personne ne peut intervenir dans la Légation. »

Pour m'instruire — et sans doute me terrifier — il évoqua ensuite le cas d'un patriote coréen qui, après s'être réfugié au Japon, avait été attiré par un compatriote à Shanghai, où il fut mis à mort dans la concession britannique. Son corps fut ensuite renvoyé en Corée par les autorités chinoises pour y subir un châtiment, et, à son arrivée, il fut décapité, tandis que son meurtrier était récompensé et élevé à une haute fonction politique. Tang semblait nourrir l'espoir d'obtenir une promotion similaire pour m'avoir arrêté et fait exécuter.

Je lui demandai pourquoi il se montrait si cruel ; il répondit :

« C'est sur ordre de l'Empereur, qui veut vous voir capturé à tout prix, vivant ou mort. »

Je lui fis remarquer que l'affaire coréenne avait contribué à déclencher la guerre avec le Japon, et que ma capture et mon exécution pourraient entraîner de nouvelles difficultés et de graves complications.

« Le gouvernement britannique, ajoutai-je, pourrait exiger le châtiment de tous les membres de cette Légation ; et, comme vous êtes mon compatriote, mes gens de la province du Guangdong pourraient se venger sur vous et sur votre famille du traitement que vous m'infligez. »

Il changea alors de ton, abandonna ses propos arrogants et déclara que tout ce qu'il faisait l'était sur ordre de la Légation, et qu'il se contentait de m'avertir amicalement de la situation dans laquelle je me trouvais.

CHAPITRE IV PLAIDOYER AUPRÈS DE MES GEÔLIERS POUR LA VIE

À minuit, la même nuit, Tang revint dans ma chambre et rouvrit la discussion. Je lui demandai, s'il était réellement mon ami, ce qu'il pouvait faire pour m'aider.

« C'est précisément pour cela que je suis revenu, répondit-il ; je veux faire tout mon possible et je vous ferai sortir d'ici sous peu. En attendant, ajouta-t-il, je fais fabriquer par un serrurier deux doubles de clés, l'une pour votre chambre et l'autre pour la porte d'entrée. »

Tang expliqua qu'il devait agir ainsi parce que les clés étaient gardées par le domestique de confiance du ministre, qui refusait de s'en dessaisir.

Lorsque je lui demandai quand il pourrait me faire sortir, il répondit que cela serait impossible avant le lendemain et qu'il pourrait sans doute arranger cela pour deux heures du matin, le vendredi.

En quittant la pièce, il me conseilla de me tenir prêt pour partir ce vendredi-là.

Après son départ, j'écrivis quelques mots sur un papier, afin de les remettre aux domestiques pour qu'ils les portent à M. Cantlie.

Le lendemain matin, jeudi 15 octobre, je remis le billet à un domestique ; mais, comme Tang me le dit dans l'après-midi, celui-ci l'avait remis aux autorités de la Légation.

Tang déclara que, par mon action, j'avais ruiné tous ses plans pour me sauver, et que Sir Halliday Macartney l'avait sévèrement réprimandé pour m'avoir révélé la manière dont ils comptaient disposer de moi.

Je lui demandai alors s'il restait un espoir pour ma vie ; il répondit :

« Oui, il y a encore un grand espoir ; mais vous devez faire ce que je vous dirai. »

Il me conseilla d'écrire au ministre pour implorer sa clémence. J'acceptai et demandai plume, encre et papier, que Tang ordonna à Cole de m'apporter.

Je demandai toutefois qu'on me fournisse de l'encre et du papier chinois, car je ne pouvais écrire au ministre chinois en anglais.

Tang répondit :

« Oh ! l'anglais est préférable, car le ministre n'est qu'une figure de façade ; tout est entre

les mains de Macartney, et vous feriez mieux de lui écrire à lui. »

Lorsque je demandai ce que je devais écrire, il dit :

« Vous devez nier toute participation au complot de Canton, déclarer que vous avez été faussement accusé par les mandarins et que vous êtes venu à la Légation pour demander réparation. »

Je rédigeai, sous sa dictée et en sa présence, une longue lettre conforme à ces instructions. Après avoir adressé le papier plié à Sir Halliday Macartney — dont Tang m'épela le nom, car je ne savais pas l'écrire — je lui remis la lettre ; il s'en alla avec elle, et je ne revis jamais cet intrigant.

Ce fut sans doute une grande imprudence de ma part, car je fournissais ainsi à mes ennemis une preuve écrite que j'étais venu volontairement à la Légation. Mais, de même qu'un mourant s'accroche à tout ce qui lui reste, moi aussi, dans ma détresse, je fus aisément abusé. Tang m'avait appris que toutes mes notes avaient été remises par les domestiques, de sorte qu'aucune n'était parvenue à mes amis à l'extérieur. Je perdis alors tout espoir et me persuadai que j'étais face à la mort.

Durant la semaine, j'avais écrit des descriptions de ma situation sur tous les morceaux de papier que je pouvais trouver et les avais jetées par la fenêtre. Au début, je les confiais aux domestiques pour qu'ils les lancent dehors, car ma fenêtre ne donnait pas sur la rue ; mais il était évident qu'ils les gardaient tous. Je tentai donc de les jeter moi-même, et, par chance, l'un d'eux tomba sur le toit en plomb de l'arrière de la maison voisine.

Pour donner plus de portée à ces messages, je les lestai avec des pièces de cuivre, puis, celles-ci épuisées, avec des pièces de deux shillings que, malgré la fouille, j'avais réussi à conserver sur moi. Lorsque le billet tomba chez le voisin, j'espérai que les occupants le trouveraient. Un autre message, heurtant une corde, retomba aussitôt au pied de ma fenêtre. Je demandai à un domestique — non Cole — de le ramasser et de me le rendre ; mais au lieu de cela, il prévint les gardes chinois, qui s'en emparèrent.

En fouillant les alentours, ils remarquèrent le billet tombé sur le toit voisin ; ils escaladèrent et s'en saisirent également, me privant ainsi

de cet ultime espoir. Tous ces billets furent remis à leurs supérieurs.

Ma situation devint alors pire que jamais, car ils vissèrent ma fenêtre, et mon unique moyen de communication avec l'extérieur semblait désormais perdu.

Mon désespoir était total, et seule la prière à Dieu pouvait encore m'apporter un peu de réconfort. Les jours sombres et les nuits plus sombres encore se succédaient ; sans le secours de la prière, je crois que j'aurais sombré dans la folie. Après ma libération, je racontai à M. Cantlie combien la prière avait été mon unique espoir, et je lui décrivis le sentiment qui s'empara de moi lorsque je me relevai de prière, le matin du vendredi 16 octobre : une sensation de calme, d'espérance et de confiance, qui me persuada que ma prière avait été entendue et me remplit de l'espoir que tout finirait bien.

Je résolus donc de redoubler d'efforts et entrepris une démarche déterminée auprès de Cole, le suppliant de m'aider.

Lorsqu'il entra, je lui demandai :

« Pouvez-vous faire quelque chose pour moi ? »

Il me répondit par une question :

« Qui êtes-vous ? »

« Un réfugié politique chinois », lui dis-je.

Comme il ne semblait pas bien comprendre, je lui demandai s'il avait entendu parler des Arméniens. Il répondit que oui ; je poursuivis alors en lui expliquant que, de même que le sultan de Turquie voulait exterminer les chrétiens d'Arménie, l'empereur de Chine voulait me faire tuer parce que j'étais chrétien et membre d'un groupe cherchant à obtenir un bon gouvernement pour la Chine.

« Tous les Anglais, ajoutai-je, sympathisent avec les Arméniens, et je ne doute pas qu'ils éprouveraient les mêmes sentiments à mon égard s'ils connaissaient ma situation. »

Il observa qu'il ignorait si le gouvernement anglais m'aiderait ; je répondis qu'il le ferait certainement, car sinon la Légation chinoise ne me détiendrait pas aussi secrètement, mais demanderait ouvertement mon extradition légale.

« Ma vie, lui dis-je, est entre vos mains. Si vous faites connaître l'affaire à l'extérieur, je serai sauvé ; sinon, je serai certainement exécuté. Est-il bon de sauver une vie ou de la prendre ? Qu'est-ce qui importe le plus : votre

devoir envers Dieu ou envers votre maître ? Honorer un gouvernement juste comme celui de la Grande-Bretagne, ou un gouvernement corrompu comme celui de la Chine ? »

Je le suppliai de réfléchir à mes paroles et de me donner sa réponse lors de sa prochaine visite, en me disant franchement s'il accepterait ou non de m'aider.

Il s'en alla, et je ne le revis que le lendemain matin. On peut imaginer avec quelle impatience j'attendais sa décision. Tandis qu'il mettait du charbon dans le feu, il désigna un papier qu'il avait placé dans le seau à charbon. De ce papier dépendait ma vie. Serait-il porteur d'espoir, ou bien la porte de l'espérance allait-elle encore se refermer devant moi ?

Dès qu'il quitta la pièce, je le pris et lus :

« Je vais essayer de porter une lettre à votre ami. Vous ne devez pas l'écrire à la table, car on peut vous voir par le trou de la serrure, et les gardes vous surveillent constamment. Vous devez l'écrire sur votre lit. »

Je m'allongeai alors sur mon lit, le visage tourné vers le mur, et j'écrivis sur une carte de visite à M. Cantlie. À midi, Cole revint ; je lui indiquai où se trouvait mon billet. Il alla le prendre, et je lui remis tout l'argent que j'avais sur moi — vingt livres.

La réponse de M. Cantlie fut placée par Cole derrière le seau à charbon, et, d'un regard significatif, il m'indiqua qu'il y avait quelque chose pour moi. Dès qu'il fut parti, je me précipitai pour la lire, et je fus transporté de joie en découvrant ces mots :

« Courage ! Le gouvernement agit en votre faveur, et vous serez libre dans quelques jours. »

Je sus alors que Dieu avait exaucé ma prière. Durant tout ce temps, je n'avais jamais retiré mes vêtements. Le sommeil ne venait que rarement, par brèves périodes, et toujours troublé. Ce n'est qu'après avoir reçu le message réconfortant de mon ami que je pus enfin goûter un semblant de repos.

Ma plus grande crainte concernait le sort de la cause pour laquelle je luttais, et les conséquences qu'entraîneraient mon retour en Chine et mon exécution. Une fois là-bas, les autorités chinoises annonceraient que j'avais été remis par le gouvernement britannique dans les formes légales, et qu'aucun refuge n'existait en territoire britannique pour les

autres insurgés. Les membres du « Parti » se souviendront du rôle joué par l'Angleterre lors de la rébellion des Taiping, et de la manière dont cette grande révolution nationale et chrétienne fut écrasée avec l'aide britannique. Si j'avais été ramené en Chine pour y être exécuté, le peuple aurait une fois de plus cru que la révolution était combattue avec le soutien de la Grande-Bretagne, et tout espoir de succès aurait été anéanti.

Si la Légation chinoise avait mis la main sur mes papiers restés à mon logement, de graves complications auraient pu survenir au détriment de nombreux amis. Ce danger fut heureusement écarté grâce à l'intervention avisée d'une dame : Mme Cantlie. De sa propre initiative, elle se rendit à mon logement, rassembla soigneusement mes papiers et ma correspondance, et, quelques heures seulement après avoir appris mon arrestation, les détruisit sur-le-champ.

Si certains de mes correspondants, en divers endroits du monde, n'ont jamais reçu de réponse à leurs lettres, qu'ils imputent cela à cette dame attentionnée et à sa décision sage et rapide, et qu'ils me pardonnent de n'avoir pu leur répondre, car j'ai perdu leurs adresses, et, dans bien des cas, j'ignore même leurs noms. Si les autorités chinoises venaient à m'arrêter de nouveau, elles ne trouveraient aucun document permettant d'identifier mes associés.

Par bonheur, je ne pensai pas à la possibilité d'un poison dans ma nourriture ; mais mon état d'esprit rendait toute nourriture repoussante. Je ne pouvais absorber que des liquides, tels que du lait ou du thé, et parfois un œuf. Ce n'est qu'après avoir reçu le billet de mon ami que je pus recommencer à manger et à dormir.

CHAPITRE V LE RÔLE DE MES AMIS

À l'extérieur de la Légation, je ne savais naturellement rien de ce qui se passait. Tous mes appels, tous les billets que j'avais lancés par la fenêtre, toutes les lettres que j'avais remises officiellement à Sir Halliday Macartney et à Tang, je savais qu'ils étaient inutiles — pis encore, qu'ils aggravaient ma situation, en resserrant ma surveillance et en rendant toute communication avec mes amis de plus en plus impossible.

Cependant, mon dernier appel, le vendredi matin 16 octobre, produisit un effet, car c'est après cette date que Cole commença à s'intéresser à mon sort. La femme de Cole joua un rôle important dans cette initiative, et ce fut Mme Cole qui écrivit à M. Cantlie, le samedi 17 octobre 1896, mettant ainsi la machine en mouvement. La lettre parvint à Devonshire Street à onze heures du soir. Qu'on imagine les sentiments du docteur lorsqu'il lut ce qui suit :

« Un de vos amis est détenu dans la Légation chinoise depuis dimanche dernier. Ils ont l'intention de l'en-voyer en Chine, où il est certain qu'ils le feront pendre. C'est très triste pour ce pauvre homme, et si rien n'est fait immédiatement, il sera emmené sans que personne ne le sache. Je n'ose pas signer mon nom ; mais ceci est la vérité, croyez ce que je dis. Quoi que vous fassiez, faites-le sans délai, sinon il sera trop tard. Son nom est, je crois, Lin Yin Sen. »

Il était évident qu'il n'y avait pas un instant à perdre. Si tard qu'il fût, après s'être renseigné sur l'adresse de Sir Halliday Macartney, M. Cantlie se mit en route pour le trouver. Il ne se doutait guère qu'il se rendait directement au centre même de toute cette procédure scandaleuse. Par bonheur — ou par malheur pour moi, nul ne le saura jamais — il trouva la maison, au 3 Harley Place, fermée. Il était onze heures un quart ce samedi soir, et le policier en faction dans Marylebone Road le considéra avec une certaine suspicion lorsqu'il sortit de l'enclos où se trouvait la maison. Le policier lui déclara que la maison était fermée pour six mois, la famille étant partie à la campagne. M. Cantlie lui demanda d'où il tenait ces renseignements ; l'agent répondit qu'une tentative de cambriolage avait eu lieu

trois nuits auparavant, ce qui avait entraîné des recherches précises sur les locataires ; ainsi, l'information d'une absence « prévue » de six mois était, selon lui, parfaitement exacte.

M. Cantlie se rendit ensuite au poste de police de Marylebone Lane, où il exposa les faits à l'inspecteur de service. Puis il se rendit à Scotland Yard et demanda à voir l'officier responsable. Un inspecteur-détective le reçut en privé et accepta de consigner sa déposition. La difficulté était de faire croire une histoire aussi improbable. L'autorité de police écouta poliment ce récit extraordinaire, mais déclara qu'il lui était impossible de prendre l'initiative. Ainsi, vers une heure du matin, M. Cantlie se retrouva dans la rue, dans une situation guère meilleure que lorsqu'il était parti.

Le lendemain matin, M. Cantlie se rendit à Kensington pour consulter un ami, afin de savoir s'il serait utile de demander au chef des douanes chinoises à Londres d'intervenir discrètement auprès de la Légation et de les engager à reconsidérer leur imprudente décision. N'ayant reçu aucun encouragement dans ce sens, il retourna au 3 Harley Place, espérant qu'un gardien s'y trouverait au moins, capable de lui indiquer où joindre Sir Halliday Macartney. Hormis la confirmation de la tentative d'effraction — dont les traces étaient visibles sur la porte — aucun indice ne permit de découvrir où se trouvait ce diplomate aussi habile qu'orientalisé.

M. Cantlie se rendit alors chez le docteur Manson, et là, devant la porte, il rencontra un homme qui se révéla être Cole, mon gardien à la Légation. Le malheureux avait enfin trouvé le courage de révéler le secret de mon emprisonnement et, tremblant de peur, était venu chercher M. Cantlie chez lui ; apprenant qu'il était chez le docteur Manson, il s'y rendit et rencontra les deux médecins ensemble. Cole leur remit alors deux cartes que j'avais adressées à M. Cantlie, portant ces mots :

« J'ai été enlevé dimanche dernier par deux Chinois et conduit de force à la Légation chinoise. Je suis prisonnier et, dans un jour ou deux, je serai envoyé en Chine à bord d'un navire spécialement affrété. Je serai certainement décapité. Hélas ! malheur à moi ! »

Le docteur Manson s'associa de tout cœur aux efforts de son ami pour me sauver et se mit à interroger Cole. M. Cantlie s'écria :

« Ah ! si seulement Sir Halliday Macartney était en ville, tout irait bien. Quel dommage qu'il soit absent ! Où pourrions-nous le trouver ? »

Cole répondit aussitôt :

« Sir Halliday est en ville ; il vient chaque jour à la Légation. C'est lui qui a enfermé Sun dans sa chambre et m'a chargé de le garder strictement, afin qu'il n'ait aucun moyen de s'échapper. »

Cette révélation fut stupéfiante et rendit ma libération encore plus incertaine. Il devenait évident que l'affaire devait être menée avec une extrême prudence et qu'il faudrait faire appel aux plus hautes autorités pour déjouer ces hommes aussi habiles que déterminés.

Cole déclara encore que, dans la Légation, on prétendait que j'étais fou ; que je devais être envoyé en Chine le mardi suivant — soit dans deux jours ; qu'il ignorait sur quelle ligne maritime je serais embarqué, mais qu'un certain McGregor, dans la Cité, était impliqué dans l'affaire. Il apparut également que deux ou trois hommes vêtus en marins chinois étaient venus à la Légation durant la semaine, et Cole pensait que leur visite avait un lien avec mon transfert.

Cole repartit, emportant une carte portant les noms de mes deux amis pour me la remettre, espérant qu'elle calmerait mes craintes et me prouverait qu'il travaillait enfin en ma faveur. Les deux médecins se rendirent ensuite à Scotland Yard pour renouveler leur démarche. L'inspecteur leur fit remarquer :

« Vous étiez ici à minuit et demi cette nuit ; je crains qu'il ne soit inutile de revenir si tôt. »

La difficulté principale était de savoir à quelle autorité s'adresser pour signaler qu'une vie était en danger, que les lois du pays étaient violées et qu'un homme allait être livré à la mort en plein cœur de la capitale de l'Empire britannique.

Ils décidèrent alors de se rendre au Foreign Office. On leur dit que le fonctionnaire de permanence les recevrait à cinq heures. À cette heure, ils furent entendus et exposèrent leur récit. Comme c'était dimanche, rien ne pouvait être entrepris immédiatement, mais on leur promit que l'affaire serait transmise à une autorité supérieure le lendemain.

Mais le temps pressait. Cette même nuit pouvait voir le drame se conclure. On craignait surtout que je sois embarqué sur un navire étranger, auquel cas les autorités britanniques seraient impuissantes. Leur dernier espoir était que, si le navire partait, il puisse être intercepté au canal de Suez.

Ils décidèrent alors d'agir directement et d'avertir la Légation qu'ils étaient informés de ma détention et que les autorités britanniques étaient au courant. Le docteur Manson s'y rendit seul.

Arrivé au 49 Portland Place, il demanda à voir un Chinois parlant anglais. Bientôt apparut Tang, mon geôlier. Le docteur demanda à voir Sun Yat-sen. Tang feignit l'étonnement : « Sun ? Il n'y a personne de ce nom ici. »

Malgré les affirmations du docteur, Tang nia avec un aplomb remarquable. Sa feinte sincérité fut telle qu'elle ébranla même, un instant, la conviction du docteur Manson.

Ainsi se termina cette journée d'efforts. Mais mes amis demeuraient inquiets : le danger était imminent, et mon transfert pouvait survenir à tout moment.

CHAPITRE VI À LA RECHERCHE D'UN DÉTECTIVE

Avec toutes ces préoccupations en tête, M. Cantlie repartit, cette fois à la recherche d'un moyen de faire surveiller la Légation. Il se rendit chez un ami et obtint l'adresse de l'agence de détectives privés Slater, dans la Cité. Il s'y rendit ; mais le bureau était fermé. Le dimanche, semble-t-il, on n'a pas besoin de détectives. Aucun trouble ne peut-il donc survenir le dimanche en Angleterre ? Il faut se souvenir que la division du mois n'est qu'une commodité artificielle et humaine, et que le crime ne s'adapte pas toujours aux fantaisies du calendrier, comme le découpage des semaines. Quoi qu'il en soit, le fait était là : le bureau de Slater était fermé, et ni cris, ni coups de sonnette, ni coups répétés ne purent tirer la moindre réponse des solides bâtiments de Basinghall Street.

Une consultation dans la rue avec un policier et le cocher — que l'on mit dans le secret de ma détention — se termina par une visite au poste de police le plus proche. Là, il fallut encore une fois raconter toute l'histoire et dissiper les doutes quant au sérieux et à la raison du docteur avant de pouvoir aller plus loin.

« Où cela s'est-il passé ? »

« À Portland Place, dans l'Ouest. »

« Ah ! cela ne sert à rien de venir ici ; vous devez retourner dans l'Ouest ; nous dépendons de la police de la Cité. »

Pour l'esprit du docteur, ni la police de l'Est ni celle de l'Ouest ne semblaient d'un grand secours.

« Cependant, insista-t-il, ne pourrait-on pas trouver un détective pour surveiller la maison ? »

« Non. La police de la Cité n'a pas le pouvoir d'intervenir dans les affaires du West End. »

« N'auriez-vous pas quelque ancien agent, un homme en réserve, qui accepterait de gagner un peu d'argent pour un travail de ce genre ? » demanda M. Cantlie.

« Eh bien... peut-être... voyons. »

Plusieurs hommes se mirent alors, de bonne grâce, à chercher dans leurs souvenirs. Oui, pensaient-ils, untel pourrait convenir.

« Où habite-t-il ? »

« À Leytonstone. Vous ne pourriez pas l'avoir ce soir : c'est dimanche, vous savez. »

Dimanche, en effet — et ma vie en jeu. Après une longue discussion, on suggéra un autre nom et l'on se débarrassa du docteur persévérant. L'adresse indiquée était à Gibston Square, Islington.

Avant de s'y rendre, M. Cantlie pensa qu'il devait informer les journaux ; il se rendit donc au bureau du Times et demanda à voir le sous-rédacteur. On lui remit une carte à remplir indiquant l'objet de sa visite, et il écrivit : « Cas d'enlèvement à la Légation chinoise ! » Il était alors neuf heures du soir, et on lui dit que personne ne serait disponible avant dix heures.

Il partit donc pour Islington à la recherche de « son homme ». Après quelque temps, il trouva la place mal éclairée ; le numéro étant le bon, il entra. Mais là encore, nouvelle déception : l'homme ne pouvait pas venir, mais il croyait connaître quelqu'un qui le pourrait. Il fallut s'en contenter. Mais où ce second homme habitait-il ? On le disait remarquable ; cependant, impossible de retrouver la carte portant son adresse. On fouilla partout : tiroirs, boîtes, vieux paquets de lettres, vêtements oubliés. Enfin, on mit la main dessus — et l'on apprit que l'homme n'était pas chez lui, mais occupé à surveiller un débit de boisson dans la Cité.

Même cet obstacle fut surmonté. Le docteur proposa qu'un des nombreux enfants présents porte un message au domicile du détective, tandis que le père accompagnerait le docteur en ville pour chercher l'homme en faction. Finalement, le cabriolet s'arrêta non loin d'un cabaret, quelque part du côté du Barbican, et l'on observa les lieux. Mais aucun surveillant n'était visible. On décida alors de surveiller le cabaret jusqu'à onze heures, heure de fermeture, moment où l'homme apparaîtrait sans doute.

M. Cantlie laissa son compagnon sur place et retourna au Times. Là, il fut reçu et son récit consigné ; la publication fut laissée à la discrétion du journal. Il était alors onze heures et demie du soir. Enfin, le docteur rentra chez lui. Il fut quelque peu contrarié de constater qu'à minuit, le détective attendu n'était toujours pas arrivé ; mais, sans se décourager, il se prépara à assurer lui-même la surveillance. Après avoir souhaité bonne nuit à son épouse, il repartit observer la Légation, prêt à intervenir si nécessaire.

Cependant, alors qu'il avançait avec détermination, le docteur rencontra dans la rue l'homme qu'il attendait, et l'envoya immédiatement à son poste. Son contact de Gibston Square s'était montré fiable et avait envoyé un remplaçant.

Les fenêtres de la Légation, bien qu'il fût passé minuit, étaient encore éclairées, signe d'une agitation intérieure — sans doute conséquence de l'avertissement donné par le docteur Manson. Le détective fut installé dans un cabriolet, dans Weymouth Street, à l'ombre d'une maison située au sud de la rue, entre Portland Place et Portland Road. La nuit était belle et claire, et les deux entrées de la Légation étaient parfaitement visibles.

La présence du cabriolet était essentielle : si l'on m'avait précipitamment fait sortir pour me faire monter en voiture, j'aurais rapidement échappé à quelqu'un à pied. Or, il est difficile de trouver un fiacre aux premières heures du matin ; il fallait donc que le surveillant puisse immédiatement poursuivre, si besoin était.

Les journaux prétendirent que ce cabriolet devait servir à m'emporter une fois libéré, mais cela appartient à une autre partie du récit.

À deux heures du matin, le docteur rentra se coucher. Ayant informé le gouvernement, alerté la police, averti les journaux et organisé une surveillance pour la nuit, sa tâche était accomplie — et, en réalité, ma vie était sauvée, bien que je l'ignorasse encore.

CHAPITRE VII L'INTERVENTION DU GOUVERNEMENT

Le lundi 19 octobre, on sollicita de nouveau l'agence Slater pour obtenir des détectives, et, lorsqu'ils arrivèrent, ils furent postés avec pour consigne de surveiller la Légation jour et nuit.

À midi, conformément à un rendez-vous au Foreign Office, M. Cantlie remit son témoignage par écrit. Le Foreign Office semblait désireux qu'une solution fût trouvée sans intervention officielle directe, dans l'espoir d'éviter des complications internationales.

De plus, les preuves de ma détention n'étaient encore que des ouï-dire, et il paraissait imprudent de soulever une question fondée sur un récit jugé peu vraisemblable. Toutefois, dans le cadre de l'enquête, on se renseigna auprès de la compagnie maritime « Glen Line » ; et lorsqu'il fut établi qu'une demande de passage avait été faite, le gouvernement comprit alors, preuves à l'appui, que l'affaire était non seulement réelle, mais que des mesures concrètes avaient déjà été prises pour la mener à bien. Dès cet instant, l'affaire passa entre les mains du gouvernement, et mes amis furent relevés de leur responsabilité.

Six détectives furent affectés à la surveillance de la Légation, tandis que la police du voisinage était informée des faits et invitée à redoubler de vigilance.

La police possédait en outre ma photographie, prise en Amérique, où j'étais vêtu à l'européenne. Pour un étranger peu familier de la Chine, tous les Chinois se ressemblent, de sorte qu'une photographie ordinaire n'aurait guère été utile ; mais sur celle-ci, je portais une moustache et avais les cheveux « à l'européenne ».

Or, aucun Chinois ne porte la moustache avant d'avoir atteint le « rang » de grand-père ; et, bien que les mariages soient précoces dans mon pays, moi qui n'avais pas encore trente ans, je ne pouvais guère prétendre à une telle « distinction ».

Le jeudi 22 octobre, un recours en habeas corpus fut intenté contre la Légation ou contre Sir Halliday Macartney — je ne saurais dire — mais le juge de l'Old Bailey refusa d'y donner suite, et la procédure échoua.

Dans l'après-midi de ce même jour, un correspondant spécial du Globe se rendit chez M. Cantlie et lui demanda s'il savait quelque chose au sujet d'un Chinois enlevé par la Légation chinoise. M. Cantlie répondit qu'il croyait être au courant ; mais que savait le Globe à ce sujet ? Il précisa qu'il avait communiqué l'information au Times dès le dimanche 18 octobre, cinq jours auparavant, et l'avait complétée le lundi suivant ; il estimait donc devoir laisser au Times le soin de publier l'affaire en premier. Toutefois, il proposa : « Lisez-moi ce que vous avez écrit, et je vous dirai si cela est exact. » L'information du Globe s'avérant correcte, il la confirma, tout en demandant que son nom ne fût pas mentionné.

Bien entendu, de nombreuses personnes étaient déjà informées de mon emprisonnement avant toute publication. Deux ou trois cents personnes en avaient connaissance dès le mardi matin, et il est étonnant que les correspondants, toujours avides de nouvelles, n'en aient pas eu vent plus tôt. Mais une fois l'affaire révélée, il ne fut plus possible de l'étouffer : dès la publication du Globe, le tumulte ne cessa plus au 46 Devonshire Street.

Dans les deux heures qui suivirent la cinquième édition du journal, M. Cantlie fut interrogé par des journalistes de la Central News et du Daily Mail. Il se montra réservé, mais les grandes lignes de l'affaire purent néanmoins être tirées de lui.

Les deux enquêteurs se rendirent ensuite à la Légation chinoise et demandèrent à voir Sun. Ils furent reçus par Tang, toujours présent, qui nia catégoriquement toute connaissance d'un tel homme. On lui montra l'article du Globe ; il éclata de rire et déclara qu'il s'agissait d'une pure invention. Le journaliste de la Central News lui répondit qu'il était inutile de nier, et que, si Sun n'était pas remis en liberté, dix mille hommes pourraient venir le lendemain démolir la Légation. Mais rien n'ébranla Tang, qui persista dans ses dénégations.

Sir Halliday Macartney fut ensuite retrouvé à l'hôtel Midland et interrogé. Ses propos furent rapportés dans la presse.

ENTRETIENS AVEC

SIR HALLIDAY MACARTNEY

Sir Halliday Macartney, conseiller de la Légation chinoise, se rendit au Foreign Office à

trois heures et demie. S'adressant à un journaliste, il déclara :

« Je ne suis pas en mesure de vous donner des informations autres que celles déjà publiées. » Informé que Lord Salisbury avait demandé la libération du prisonnier, il le reconnut et ajouta :

« L'homme sera libéré, mais cela se fera sans préjudice des droits de la Légation. »

Dans une autre conversation, il affirma :

« Sun Yat-sen n'est pas le nom de l'homme détenu. Nous connaissons parfaitement son identité et avons suivi ses déplacements depuis son arrivée en Angleterre. Il est venu de son plein gré à la Légation et n'a été ni enlevé ni contraint. »

Il ajouta que cet homme aurait pu chercher à espionner la Légation. Ayant éveillé des soupçons, il fut retenu lors d'une seconde visite, en attendant des instructions du gouvernement chinois.

Sur le plan juridique, il déclara :

« Cet homme est sujet chinois, non britannique. La Légation est, à certains égards, territoire chinois, soumis à la seule autorité du ministre chinois. »

Il affirma encore que le détenu était bien traité et que les accusations de mauvais traitements étaient absurdes.

Selon la Central News, après sa visite au Foreign Office, Sir Halliday informa le ministre Kung Ta Jen que Lord Salisbury exigeait sa libération.

Il ne m'appartient pas de juger la conduite de Sir Halliday Macartney ; je laisse cela à l'opinion publique et à sa conscience. Pour ma part, il me semble que Tang exprimait assez bien la réalité en me disant : « Le ministre n'est ici qu'une figure de proue ; c'est Macartney qui gouverne. »

Divers récits d'un projet de sauvetage parurent dans les journaux. En voici un exemple :

UN PROJET DE SAUVETAGE

On apprit que mes amis avaient conçu un plan audacieux : briser la fenêtre de ma chambre et me faire descendre du toit de la maison voisine. Un fiacre devait ensuite m'emmener en lieu sûr. Mais ce plan ne fut pas exécuté.

En réalité, Cole adressa le message suivant à M. Cantlie le 19 octobre :

« J'aurai ce soir une bonne occasion de faire sortir M. Sun sur le toit de la maison voisine. Si vous jugez cela possible, obtenez l'autori-

sation des occupants pour qu'on y attende quelqu'un. Si je dois agir, faites-le-moi savoir. »

M. Cantlie porta cette lettre à Scotland Yard et demanda qu'un agent soit posté sur le toit avec lui ; mais les autorités jugèrent cela peu convenable et l'en dissuadèrent, affirmant que je sortirais bientôt librement par la porte principale.

Chapitre VIII LIBÉRÉ

Le 22 octobre, Cole attira mon attention sur le seau à charbon, et lorsqu'il quitta la pièce, je ramassai une coupure de journal qui se révéla être tirée du *Globe*. J'y lus le récit de ma détention, sous le titre : « Histoire sensationnelle ! Un conspirateur enlevé à Londres ! Emprisonnement à l'ambassade de Chine ! » Suivait un long et détaillé exposé de ma situation. Enfin la presse était intervenue, et je sentis que j'étais réellement en sécurité. Ce fut pour moi comme une grâce accordée à un condamné, et mon cœur débordait de reconnaissance.

Le vendredi 23 octobre se leva, et la journée s'écoula, tandis que je demeurais toujours en captivité. Toutefois, à quatre heures et demie de l'après-midi, mes gardiens anglais et chinois entrèrent dans la pièce et me dirent : « Macartney veut vous voir en bas. » On me demanda de mettre mes bottes, mon chapeau et mon manteau. Je m'exécutai sans savoir où l'on me conduisait. Je descendis l'escalier, et comme l'on me menait vers le sous-sol, je crus que l'on allait me cacher dans une cave pendant que la maison serait fouillée sur ordre du gouvernement britannique. On ne me dit pas que j'allais être libéré, et je pensais être conduit vers un autre lieu de détention ou de châtiment. Il me semblait trop beau pour être vrai que je fusse réellement sur le point d'être libéré.

Cependant, M. Cantlie apparut bientôt, accompagné de deux autres hommes, qui se révélèrent être l'inspecteur Jarvis de Scotland Yard, et un vieil homme, messenger du Foreign Office.

Sir Halliday Macartney, en présence de ces messieurs, me remit alors les divers effets qui m'avaient été retirés, et s'adressa aux représentants du gouvernement en ces termes :

« Je vous remets cet homme, et je le fais à condition que ni la prérogative ni les droits diplomatiques de la légation ne soient enfreints », ou des paroles de ce genre. J'étais trop ému pour les retenir exactement, mais elles me parurent alors, comme elles me paraissent encore aujourd'hui, dénuées de sens et puériles.

La scène que je viens de rapporter se déroula dans un passage du sous-sol, et l'on

m'annonça que j'étais libre. Sir Halliday nous serra alors la main à tous — salut d'un Judas tardif — et nous fûmes conduits vers une porte latérale donnant sur la cour anglaise. De là, nous montâmes les marches et débouchâmes dans Weymouth Street par la porte arrière de la légation.

Peut-être passera-t-on légèrement sur ce détail, et le jugera-t-on sans importance : nous fûmes conduits dehors par la porte de derrière de la légation.

Le fait même de ma délivrance était, pour le petit groupe d'Anglais présents, l'essentiel ; il n'en allait pas de même pour mon astucieux compatriote, ni surtout pour Sir Halliday Macartney, incarnation d'un orientalisme rétrograde.

Le fait que les représentants du gouvernement britannique aient été ainsi conduits dehors par la porte de derrière, comme de vulgaires intrus, rejaillira sans doute à l'honneur du ministre et de son entourage devant les hautes instances de leur pays. C'était là une marque de mépris et d'insulte, exécutée avec toute la subtilité de ceux qui connaissent les méthodes chinoises de traiter avec les étrangers. Le prétexte, sans doute, était que le vestibule était envahi de journalistes, qu'une foule considérable s'était rassemblée dans la rue, et que le Foreign Office souhaitait que l'affaire se déroulât sans éclat. Telles étaient, sans doute, les raisons que ces intrigants mandchous et leur gardien Macartney avaient toutes prêtes à l'esprit.

Selon la manière anglaise de voir les choses, le fait de ma libération suffisait à lui seul ; mais pour les Chinois, la manière dont elle s'accomplit effaçait tout le triomphe de la diplomatie britannique. Chacun eut sa victoire, et sans doute en tira-t-il une satisfaction égale. Ce n'était pas un groupe imposant qui se rendit à la légation de Chine cet après-midi d'octobre ; mais l'un de ses membres, le vénérable messenger du Foreign Office, portait dans la poche profonde de son manteau un petit billet d'un grand poids. Il devait être bref et précis, car il ne fallut que deux ou trois secondes à Macartney pour en saisir le contenu. Court, certes, mais il portait pour moi le doux message de la liberté, l'évasion de la mort — et, plus encore, des raffinées tortures auxquelles les prisonniers politiques en Chine

sont soumis afin de leur arracher les noms de leurs complices.

Dans Weymouth Street, une foule assez nombreuse s'était rassemblée, et les journalistes, toujours à l'affût, tentèrent de m'arracher sur-le-champ une déclaration. Je fus cependant rapidement installé dans un cab à quatre roues et, en compagnie de M. Cantlie, de l'inspecteur Jarvis et du messenger, conduit vers Scotland Yard. En chemin, l'inspecteur Jarvis me fit une grave remontrance sur mes fautes, me traitant comme un mauvais garçon et me conseillant de ne plus me mêler de révolutions.

Cependant, au lieu de nous arrêter à Scotland Yard, la voiture s'arrêta devant un restaurant de Whitehall, et nous descendîmes sur le trottoir. Aussitôt, les journalistes m'encerclèrent ; je ne sais d'où ils surgirent. Nous les avions laissés à plus d'un mille de là, et ils étaient déjà là dès que la voiture s'arrêta. Rien ne peut les arrêter : l'un d'eux s'était même, à notre insu, installé à côté du cocher. C'est lui qui fit arrêter la voiture au restaurant, sachant bien que si j'entrais dans Scotland Yard, ils ne pourraient plus m'approcher.

À moins que les autres — une douzaine environ — ne se fussent accrochés au toit de la voiture, je ne saurais dire d'où ils surgirent. Je fus poussé du trottoir vers l'arrière de l'établissement avec plus de rudesse qu'on n'en avait usé lors de mon enlèvement à la légation chinoise, entouré d'une foule avide d'informations, tout comme mes compatriotes l'étaient de ma tête.

Des crayons traçaient d'étranges hiéroglyphes que je n'avais jamais vus auparavant ; je ne savais pas que l'anglais pouvait s'écrire en caractères qui me semblaient cunéiformes. J'appris ensuite qu'il s'agissait de sténographie.

Je parlai jusqu'à ne plus pouvoir parler, et ce ne fut que lorsque M. Cantlie s'écria : « Messieurs, le temps est écoulé ! » que je fus arraché à leur foule et conduit à Scotland Yard. Là, j'étais manifestement considéré comme un être qu'ils avaient eux-mêmes délivré, et le visage honnête de Jarvis était un spectacle en soi.

Le travail difficile était terminé, et me voilà libre de faire ma déclaration. Je fus retenu là pendant une heure, durant laquelle je fis un exposé complet des circonstances de mon enlèvement et de ma détention. Tout fut consi-

gné, relu, et j'y apposai ma signature avant de prendre congé cordialement de mes amis de la police.

M. Cantlie et moi rentrâmes ensuite chez lui, où je fus accueilli avec chaleur ; et, autour d'un dîner appétissant, on porta avec enthousiasme un toast à ma « tête ».

Dans la soirée, je fus encore interrogé à de nombreuses reprises, et ce ne fut qu'à une heure tardive que je pus enfin me reposer. Ah ! ce premier sommeil ! L'oublierai-je jamais ? Il dura neuf heures, et lorsque je m'éveillai, ce fut au bruit d'enfants jouant à l'étage au-dessus. Leurs voix perçantes trahissaient une grande excitation, et en prêtant l'oreille, j'en compris la cause :

« Maintenant, Colin, tu seras Sun Yat Sen, Neil sera Sir Halliday Macartney, et moi, je sauverai Sun ! »

S'ensuivit un tumulte ; Sir Halliday fut renversé, un fracas sur le plancher me fit croire que mon petit ami Neil n'était plus. Sun fut triomphalement délivré par Keith, l'aîné, et une amnistie générale fut proclamée au son des tambours, d'un sifflet d'étain et du chant des British Grenadiers. Voilà ce qu'étaient la maison et la sécurité : mes jeunes amis semblaient prêts à verser jusqu'à la dernière goutte de leur sang pour moi.

Le samedi 24 octobre, je fus occupé toute la journée à répondre à des interviews. La question que l'on me posait sans cesse était : « Comment avez-vous fait prévenir les médecins ? » La même question était adressée à M. Cantlie des dizaines de fois. Mais nous sentions que nous ne pouvions répondre, car cela aurait compromis ceux qui, à l'intérieur de la légation, m'avaient aidé.

Lorsque Cole décida de démissionner afin d'éviter que d'autres ne fussent injustement soupçonnés, il n'y eut plus de raison de cacher qu'il avait été l'informateur. On a prétendu que je l'avais soudoyé ; il n'en est rien. Il ne comprit même pas que l'argent que je lui remis était une récompense ; il crut que je le lui confiais pour qu'il le garde. Il déclara à M. Cantlie qu'il possédait les vingt livres le jour même où il les reçut, et proposa de les lui remettre pour plus de sûreté. Lorsque je fus libéré, il me rendit l'argent, mais j'insistai pour qu'il le garde. J'aurais souhaité lui donner davantage, mais c'était tout ce que je possédais.

Cole eut bien des frayeurs durant cette période, mais la plus grande survint dès le début. Le dimanche 18 octobre, après avoir décidé de m'aider, il se rendit chez M. Cantlie avec mes notes en poche. Introduit dans le vestibule, il demanda à voir Mme Cantlie. Pendant qu'on allait la prévenir, il aperçut un Chinois qui l'observait fixement depuis un recoin. Il crut aussitôt avoir été suivi. Lorsque Mme Cantlie descendit, elle trouva un homme tremblant, incapable de parler. La cause de cette peur n'était autre qu'un mannequin chinois d'un réalisme saisissant, rapporté de Hong Kong par M. Cantlie. Il avait déjà effrayé bien d'autres visiteurs.

Mme Cantlie rassura Cole et l'envoya rejoindre son mari chez le Dr Manson.

Mon récit touche à sa fin. Je ne sais quelles suites pourra encore avoir cette affaire. Il est trop tôt pour savoir comment la presse d'autres pays en parlera, et le Parlement ne s'est pas encore réuni.

Depuis ma libération, j'ai cependant trouvé de nombreux amis. J'ai fait plusieurs séjours agréables à la campagne, j'ai été invité et fêté, et je cours le risque d'être définitivement gâté par tant d'attentions autour de Londres.

ANNEXES

AFFAIRE SUN YAT SEN

(Lettre adressée au rédacteur du Times)

À Monsieur le Rédacteur du Times,
Monsieur,

Les questions soulevées par l'emprisonnement de Sun Yat-sen sont au nombre de deux. Premièrement, l'acte du ministre chinois consistant à le détenir était-il illégal ? Deuxièmement, dans l'affirmative, quelles mesures eussent été légitimement envisageables pour obtenir sa mise en liberté, si celle-ci avait été refusée ?

La réponse à la première question ne présente guère de difficulté. La prétention d'un ambassadeur à exercer une quelconque juridiction domestique, fût-ce à l'égard des membres de sa propre suite, est aujourd'hui presque tombée en désuétude, bien qu'en 1603 Sully, alors ambassadeur de France, ait été jusqu'à condamner à mort l'un de ses attachés, le livrant au Lord Mayor pour exécution. Je ne me souviens que d'un seul cas où un ministre ait tenté d'exercer une contrainte à l'encontre d'une personne étrangère à sa mission. En 1642, Leitao, ministre portugais à La Haye, retint dans sa maison un marchand de chevaux qui l'avait trompé. Il en résulta une émeute, au cours de laquelle l'hôtel fut pillé, et Wicquefort observa à ce propos que Leitao, qui avait professé publiquement le droit des gens, aurait dû savoir qu'il ne lui estoit pas permis de faire une prison de sa maison.

Sun Yat Sen, se trouvant sur le sol britannique en qualité de subditus temporarius, relevait de la protection de nos lois, et sa détention au sein de la légation chinoise constituait une atteinte grave aux droits de la Couronne britannique.

La seconde question, bien que moins simple, ne présente pas non plus de difficulté sérieuse. Un refus du ministre chinois de relâcher son prisonnier eût constitué un motif suffisant pour lui demander de quitter le territoire. Si cette procédure eût été trop lente au regard de l'urgence, il ne saurait guère être mis en doute que les circonstances eussent justifié une entrée des forces de police londonniennes dans les locaux de la légation.

On dit volontiers qu'une ambassade est « extraterritoriale » ; mais cette expression, trop sommaire, signifie simplement que, pour certaines fins, elle échappe à la juridiction ordinaire du pays où elle se trouve. Les immunités ainsi reconnues sont strictement définies par l'usage, et l'on ne saurait déduire de nouvelles exemptions d'une simple métaphore. L'affaire Gyllenburg, en 1717, a démontré que si un ministre est soupçonné de conspirer contre le gouvernement auprès duquel il est accrédité, il peut être arrêté et ses papiers saisis. Le cas du cocher de M. Gallatin, en 1827, établit qu'après notification préalable et courtoise, la police peut pénétrer dans une légation afin d'y arrêter un domestique qui s'est rendu coupable d'une infraction ailleurs.

Il est en outre généralement admis que, sauf peut-être en Espagne et dans certaines républiques d'Amérique du Sud, une ambassade ne saurait plus servir d'asile, même pour les délinquants politiques. À plus forte raison ne saurait-on soutenir qu'une détention illégale dans la résidence d'un ministre ne puisse être levée par l'intervention nécessaire de la police locale.

Il paraît superflu de s'étendre sur la responsabilité qui incomberait aux autorités chinoises si Sun Yat Sen avait été, comme il le prétend, enlevé en pleine rue, ou s'il avait été transporté à travers la ville en vue de son embarquement pour la Chine. De tels actes ne trouvent point de défenseurs. Les faits reconnus sont déjà d'une gravité suffisante et doivent sans doute être imputés à un excès de zèle de la part des subordonnés de la légation chinoise.

Le droit international est depuis longtemps enseigné avec compétence par le Dr Martin au Collège Tong-wen de Pékin, et l'on ne saurait supposer que le gouvernement impérial demeure indifférent à la stricte observation de cette science par ses représentants auprès des cours étrangères.

Je suis, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur,

T. E. Holland
Oxford, le 24 octobre

AVIS JURIDIQUE

M. Cavendish, l'une des autorités les plus reconnues en matière de droit de l'extradition, déclarait hier à un journaliste, à Bow Street, que, parlant de mémoire, il ne pouvait citer aucun cas présentant une analogie véritable avec celui de Sun Yat-sen.

L'affaire du prétendant de Zanzibar, bien entendu, ne saurait être tenue pour comparable, puisqu'il trouva refuge au consulat allemand. Il se plaça sous la protection du gouvernement allemand, lequel, conformément à la pratique admise du droit international, refusa de le livrer et le fit transporter sur territoire allemand, sur le continent.

Le cas de Sun Yat Sen est celui d'un individu, réputé sujet chinois, qui, après être entré dans l'enceinte de la légation de son propre pays, y fut arrêté par les représentants de son propre gouvernement pour une infraction commise envers celui-ci.

M. Cavendish estima que, si les faits étaient tels qu'ils étaient exposés, l'affaire ne pouvait relever que d'une intervention diplomatique de la part de notre Foreign Office, et non d'aucune règle juridique connue.

LETTRE DE M. JAMES G. WOOD
(adressée au rédacteur du Times)

À Monsieur le Rédacteur du The Times,
Monsieur,

La seconde question soulevée par le professeur Holland, bien que, fort heureusement dans les circonstances présentes, elle ne revête pas un caractère d'actualité immédiate, mérite néanmoins un examen attentif. Je me permets de penser que la réponse qu'il y apporte ne saurait donner entière satisfaction.

Il est suggéré que, dans l'hypothèse où le ministre chinois aurait refusé de relâcher son prisonnier, « il ne saurait guère être mis en doute que les circonstances eussent justifié une entrée de la police londonienne dans les locaux de la légation ». Mais les raisons pour lesquelles un tel doute serait exclu ne sont point exposées. Ce n'est pas là résoudre la question, mais conjecturer sur sa solution. La police de Londres ne dispose d'aucun pouvoir général lui permettant de pénétrer dans des habitations pour y délivrer des personnes détenues illégalement ; et toute tentative en ce sens pourrait légitimement être repoussée par la force.

Le seul recours reconnu par le droit en matière de détention illégale est le bref d'habeas corpus, et c'est précisément ici que réside la véritable difficulté. Un tel bref pourrait-il être adressé à un ambassadeur ou à quelque membre de sa légation ? Et, dans l'affirmative, si ce bref demeurerait sans effet, une procédure pour outrage pourrait-elle être engagée ? Je me permets d'en douter, et je ne connais aucun précédent qui autorise une telle démarche.

Je partage l'opinion selon laquelle l'expression affirmant que la résidence d'un ambassadeur serait extraterritoriale présente un caractère si métaphysique qu'elle induit en erreur. Elle est, en réalité, inexacte. Les auteurs les plus rigoureux s'en abstiennent. La proposition exacte n'est pas que la résidence soit extraterritoriale au sens où l'on dit parfois qu'un navire l'est, mais que le ministre lui-même est réputé tel ; et, par voie de conséquence, lui-même, ainsi que les membres de sa famille et de sa suite, jouissent d'une immunité complète à l'égard de toute procédure civile. Il ne s'agit donc pas de savoir ce qui peut ou ne peut être fait dans la résidence, mais ce qui

peut ou ne peut être fait à l'égard des personnes. En ce sens, la procédure évoquée me paraît impliquer une atteinte aux règles de courtoisie internationale.

Invoquer des cas où la police, munie d'un mandat, a pénétré dans une ambassade afin d'y arrêter des individus coupables d'infractions commises ailleurs, pour en déduire que « la police locale peut intervenir afin de mettre fin à une détention illégale » commencée et poursuivie au sein même de l'ambassade, ne saurait nous conduire sur un terrain assuré. Il n'existe entre ces deux situations aucun élément véritablement commun.

Je suis, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur,
James G. Wood
27 octobre.

LE PRÉTENDU RÉVOLUTIONNAIRE CHINOIS

(D'après le China Mail, Hong Kong, 3 décembre 1896)

Sun Yat-sen, qui s'est récemment trouvé en difficulté à Londres par suite de la tentative du ministre chinois de l'y faire enlever afin de le livrer à l'exécution comme rebelle, n'est point sans chances de devenir une figure marquante de l'histoire. Il ne conviendrait certes pas d'affirmer, tant qu'un tribunal régulièrement constitué ne l'aura pas établi, qu'un homme est définitivement mêlé à un mouvement illégal quelconque, ni que le mouvement auquel il se rattache soit de nature résolument anti-dynastique. La seule imputation faisant de M. le docteur Sun Yat Sen un rebelle, en quelque sens que ce soit, émane de la légation chinoise à Londres et des autorités de Canton. Toutefois, sans lui porter le moindre préjudice, on peut affirmer sans risque qu'il s'agit d'un homme remarquable, animé des vues les plus éclairées sur l'état incontestablement misérable des millions de la Chine, et que nombre de ses compatriotes ressentent vivement ces maux et tentent, à l'occasion, d'agir avec vigueur pour y remédier.

Les autorités allèguent que ces hommes auraient tenté, en octobre 1895, de provoquer une révolution, et que Sun Yat Sen aurait été l'un des chefs de cette conspiration. Les étrangers eux-mêmes, y compris ceux résidant en Extrême-Orient, mesuraient mal alors combien la dislocation longtemps annoncée de la Chine était proche. L'événement, en définitive, avorta, et l'attention qu'il suscita demeura teintée de dédain. La situation n'en était pas moins aussi périlleuse que tout ce que l'on avait connu depuis la répression des Taiping, et l'organisation du mouvement se révélait plus moderne et reposait sur des bases plus éclairées encore que cette grande insurrection. En vérité, c'est l'intelligence même de ses principaux instigateurs qui fit considérer l'entreprise comme prématurée et l'arrêta à temps, au lieu de la laisser se poursuivre vers un échec plus désastreux encore. Car la révolution n'est point abandonnée ; elle n'est que différée.

L'origine du mouvement ne saurait être précisément déterminée ; elle procède du mécontentement général des Chinois à l'égard de la

domination mandchoue, et elle prit forme au moment de la guerre entre la Chine et le Japon. Les mécontents virent dans ce conflit une occasion de donner corps à leurs aspirations, et ils s'y appliquèrent aussitôt. Dans un premier temps, c'est-à-dire avant que la Chine n'eût été si durement battue sur tous les fronts, ils envisageaient des moyens strictement légaux et constitutionnels, espérant obtenir des réformes profondes sans recourir à la violence. Le docteur Sun travailla avec ardeur et loyauté à unir les éléments encore informes de mécontentement engendrés par la mauvaise administration mandchoue, et à donner au mouvement réformateur un caractère purement constitutionnel, dans l'espoir sincère de tirer son malheureux pays de l'abîme de découragement où il s'enfonçait chaque jour davantage.

Son esprit directeur s'efforçait de contenir les ardeurs indisciplinées qui accompagnent toujours les entreprises de réaction en Chine, d'harmoniser des intérêts divergents, non seulement entre les diverses factions de son pays, mais encore entre Chinois et étrangers, et même entre puissances étrangères elles-mêmes. La difficulté la plus redoutable consistait à prévoir les suites de toute secousse politique, à anticiper et à préparer les solutions aux complications inévitables qui surgiraient dès le changement accompli. Il lui fallait en outre tenir compte de ce qu'un vaste mouvement de réforme devait nécessairement s'appuyer, dans une large mesure, sur l'aide étrangère, tant des nations que des individus, alors même qu'existe en Chine une masse considérable de préjugés hostiles à l'étranger qu'il faudrait surmonter d'une manière ou d'une autre.

La tâche était immense, presque désespérée ; mais il comprenait que le salut de la Chine dépendait — et dépend encore — de la possibilité d'un effort de cette nature, et que le seul moyen d'y parvenir était de tenter, tenter encore, et toujours tenter. En ce sens, l'entreprise de l'année dernière, si peu de chances qu'elle eût de réussir, n'en rapprochait pas moins le succès d'un degré, et méritait à ce titre les efforts d'un patriote ardent.

Le docteur Sun était le seul homme à posséder à la fois une intelligence complète de la situation et cette audace téméraire sans laquelle aucune régénération nationale ne sau-

rait s'accomplir. Né à Honolulu, il reçut une solide éducation anglaise. Il a beaucoup voyagé en Europe et en Amérique, et se distingue par des connaissances remarquables. Il fut quelque temps étudiant en médecine à l'école du docteur Kerr à Tientsin, puis membre du personnel de l'hôpital Alice Memorial à Hong Kong. De taille moyenne, mince et nerveux, il présente une vivacité d'expression et une franchise de traits que l'on rencontre rarement chez les Chinois. Une simplicité de manières, une sincérité de langage, jointes à une perception rapide et à un jugement ferme, donnent la conviction qu'il constitue, à tous égards, un type exceptionnel de sa race. Sous une apparence calme se dissimule une personnalité appelée, tôt ou tard, si le destin s'y prête, à exercer une influence considérable et bénéfique sur la Chine.

Dans ce pays, tout partisan de réformes, tout adversaire de la corruption et de l'oppression est aisément tenu pour révolutionnaire dangereux et sommairement exécuté. Il en fut ainsi dans l'histoire de toutes les nations, à l'époque où la liberté et les lumières étaient encore à l'état naissant. Aussi la propagande devait-elle être conduite avec la plus extrême prudence et au péril constant de ses auteurs. Un traité politique approfondi fut d'abord publié à Hong Kong et diffusé dans toute la Chine, notamment dans le Sud, où il produisit une vive impression au début de 1895. Rédigé avec une grande circonspection, il ne contenait rien que le plus sévère des fonctionnaires pût incriminer ; mais il opposait avec éclat les bienfaits d'un gouvernement éclairé et honnête aux horreurs d'une administration corrompue et tyrannique. Cette tentative montra combien il y avait peu à attendre de réformes volontaires de la part de l'administration chinoise : elle eut autant d'effet qu'un recueil de sermons jeté parmi des requins.

Dès lors, il ne fut plus possible de contenir les forces de l'insurrection. Des mesures furent prises pour organiser une rébellion, à laquelle il est allégué, sans que cela soit encore établi, que le docteur Sun Yat Sen fut associé. Avant la guerre déjà, les conspirations insurrectionnelles étaient fréquentes en Chine. La marine était mécontente, en raison des injustices et des exactions dont officiers et matelots étaient victimes de la part des mandarins. Les commandants des forces terrestres et des forte-

resses n'étaient guère différents, et nombre de fonctionnaires civils étaient disposés à se joindre à un soulèvement. Il est probable qu'une part notable des soutiens apportés au mouvement obéissait à des motifs intéressés, fort répandus en Chine.

La rébellion faillit éclater dès le mois de mars, lorsque des fonds affluèrent de Honolulu, de Singapour, d'Australie et d'ailleurs ; mais les hommes nécessaires faisaient encore défaut, les armes n'étaient pas réunies en quantité suffisante, et des avis plus prudents prévalurent. Peut-être eût-il mieux valu que cette prudence l'emportât encore en octobre ; mais la sagesse ne s'acquiert qu'avec l'expérience, et les chefs de cette tentative avortée ne regrettent guère leur action, pour le prix de l'expérience qu'elle leur a valu.

Certains se retirèrent dès qu'il fut certain que l'on recourrait à la violence ; mais cela ne les mettait point à l'abri de la peine capitale, et c'est au péril immédiat de sa vie que le docteur Sun parcourait la Chine en tous sens, prêchant l'évangile du bon gouvernement et recrutant des partisans pour la réforme constitutionnelle. Ses alliés, peu confiants dans les méthodes pacifiques, conçurent un coup d'État audacieux, qui aurait pu obtenir un succès momentané, mais sans prévoir les conséquences immédiates. Des hommes furent rassemblés à Hong Kong en vue d'une attaque contre Canton ; des armes et des munitions furent introduites clandestinement dans des barils de ciment ; des fonds furent levés avec prodigalité ; des conseillers et des chefs étrangers furent recrutés ; et des démarches furent entreprises, sans résultat tangible, pour obtenir l'appui du gouvernement japonais.

Quel eût été l'effet d'un tel appui, nul ne saurait le dire ; toute l'histoire des relations entre le Japon, la Chine et l'Europe depuis la guerre en eût peut-être été changée. Tous les détails du complot étaient arrêtés lorsque la trahison intervint. Un riche marchand chinois de Hong Kong, qui avait d'abord soutenu le mouvement, jugea qu'il tirerait un plus grand profit en se ralliant aux autorités, et livra les informations nécessaires. Les barils furent inspectés, et le coup d'État ne fut plus qu'un feu de paille.

Le docteur Sun se trouvait alors à Canton et fut accusé de participation active. En Chine, l'innocence ne garantit pas la sécurité : une

accusation, si infondée soit-elle, n'en est pas moins redoutable. Il dut fuir précipitamment, abandonnant tout, et passa plusieurs semaines caché dans le dédale des canaux et des repaires de pirates du delta du Guangdong. On rapporte que quarante ou cinquante de ses complices présumés furent exécutés et qu'une récompense fut offerte pour sa capture ; mais il parvint à gagner Honolulu, puis l'Amérique.

Quoi qu'il en soit, il fut finalement capturé et retenu à Londres dans des conditions scandaleuses, et c'est grâce au docteur Cantlie, son ami et ancien maître à Hong Kong, que l'un des hommes les plus remarquables qu'ait produits la Chine fut arraché aux manœuvres d'un mandarinat perfide par la justice britannique. Tous ceux qui connaissent le docteur Cantlie s'accordent à reconnaître en lui un homme d'une droiture, d'un dévouement et d'une noblesse rares.

Le docteur Sun se trouve désormais en de bonnes mains ; et, sous la protection d'un tel homme, il est permis de penser qu'il poursuivra sa mission avec une ardeur constante et une parfaite rectitude, jusqu'au jour où l'œuvre d'humanisation de la condition misérable de l'Empire chinois aura atteint son plein accomplissement.

ARTICLE DE FOND

The Times, samedi 24 octobre 1896

Tandis que le « Concert européen » est censé progresser régulièrement vers l'établissement d'une harmonie entre les puissances qui le composent, le cours ordinairement paisible des relations diplomatiques a été troublé par une singulière violation du droit et des usages à la Légation chinoise — violation qui aurait pu entraîner des conséquences tragiques, mais qui, en l'occurrence, présente surtout un aspect presque burlesque.

Par une communication adressée jeudi à notre confrère The Globe, on apprit qu'un visiteur chinois en Angleterre, un médecin nommé Sun Yat Sen, était retenu prisonnier dans la résidence du ministre chinois, et que ses geôliers auraient eu l'intention de le renvoyer sous contrainte dans son pays, afin qu'il y subît le traitement qu'un tribunal chinois réserve ordinairement à un conspirateur présumé.

Heureusement pour le prisonnier, celui-ci avait étudié la médecine à Hong Kong, où il avait fait la connaissance de M. Cantlie, doyen du Collège de médecine de Hong Kong, et du Dr Manson, tous deux actuellement établis à Londres, et dont il avait gagné l'estime et l'amitié. Sun Yat Sen disposait de ressources suffisantes, et parvint à entrer en communication avec ses amis anglais, lesquels prirent aussitôt des mesures pour informer les autorités de police et le Foreign Office de ce qui se passait, tout en chargeant des détectives de surveiller la Légation afin d'empêcher que le prisonnier ne fût secrètement emmené.

Lord Salisbury, informé sans délai, exigea la libération immédiate du détenu, laquelle fut accordée sur-le-champ. Sun Yat Sen fut alors remis à M. Cantlie et au Dr Manson, qui s'étaient présentés pour l'identifier. Depuis lors, il a fourni aux représentants de la presse un récit des circonstances de son arrestation et de sa détention, récit qui diffère sur des points essentiels de celui des autorités chinoises.

Si celles-ci avaient atteint leur objectif supposé — faire embarquer clandestinement Sun Yat Sen pour le juger et probablement l'exécuter en Chine — notre Foreign Office aurait été contraint de traiter une atteinte grave aux règles de la courtoisie internationale, exigeant des sanctions contre tous les

responsables. L'échec de cette tentative lui confère peut-être un caractère trop proche de l'opéra-bouffe pour justifier autre chose qu'une protestation sérieuse.

L'accusation portée contre Sun Yat Sen est que sa qualité de médecin ne serait qu'un masque dissimulant d'autres desseins, et qu'il serait en réalité Sun Wen, principal instigateur d'une conspiration découverte en 1894 et visant à renverser la dynastie régnante. Le premier acte des conjurés devait être l'enlèvement du vice-roi de Canton lors d'une inspection de l'arsenal ; mais, comme il arrive le plus souvent, le complot fut éventé ou trahi, et quinze des meneurs furent arrêtés puis décapités. Sun Wen échappa à ce sort en prenant la fuite à temps, gagnant Honolulu puis l'Amérique avant de venir en Angleterre, tout en étant étroitement surveillé par des agents.

Arrivé en Angleterre au début du mois, il rendit visite à ses anciens amis, M. Cantlie et le Dr Manson, et se préparait à entreprendre des études médicales à Londres. Quelques jours plus tard, il disparut, et ce n'est que le samedi suivant que M. Cantlie fut informé de sa situation.

Sun Wen, ou Sun Yat Sen — quel que soit son véritable nom — affirme qu'il se promenait le 11 courant dans les environs de Portland Place lorsqu'il fut abordé par un compatriote qui lui demanda s'il était chinois ou japonais. Ayant répondu qu'il était chinois et originaire de Canton, il fut salué comme compatriote et retenu en conversation jusqu'à ce qu'un second puis un troisième Chinois les rejoignent. L'un d'eux s'éloigna, tandis que les deux autres accompagnèrent Sun jusqu'à la Légation, l'invitant à entrer, invitation appuyée, selon lui, par une certaine contrainte.

Dès qu'il eut franchi le seuil, la porte fut refermée, et il fut conduit à l'étage dans une pièce où, affirme-t-il, il fut vu par Sir Halliday Macartney, et dans laquelle il fut ensuite maintenu étroitement prisonnier jusqu'à sa libération.

Les autorités de la Légation donnent une version toute différente. Elles soutiennent que l'homme se serait présenté de lui-même le samedi 10, aurait conversé librement, puis serait reparti sans contrainte. Ce n'est qu'après son départ que le soupçon aurait surgi qu'il pouvait s'agir du fameux Sun Wen, dont la fuite et le passage en Amérique avaient été si-

gnalés par télégraphe et qui était déjà surveillé par un détective privé au service du gouvernement chinois. Lorsqu'il revint le lendemain, son identité aurait été confirmée et il fut alors retenu.

On supposait qu'il se préparait à regagner Hong Kong pour y poursuivre ses activités, et le gouvernement chinois projetait de demander son extradition à son arrivée. Mais sa présence effective à la Légation constitua une tentation à laquelle on ne sut résister : il fut donc retenu jusqu'à réception d'instructions de Pékin. Il est permis de penser que ces instructions, si elles avaient été reçues et exécutées, auraient définitivement mis fin à ses activités conspiratrices ; et l'intervention de Lord Salisbury ne saurait être jugée prématurée.

Même dans ces conditions, Sun paraît avoir éprouvé de vives inquiétudes quant à la nature des aliments qui lui étaient fournis durant sa détention.

Il est souvent plus simple de trancher un nœud que de le défaire, et il n'est pas surprenant que le ministre chinois, ou son représentant, ait autorisé une procédure qui, fort heureusement, n'a pas abouti. Mais il est difficile de dissimuler notre étonnement de voir Sir Halliday Macartney, lui-même Anglais, prendre part à une entreprise manifestement vouée à l'échec, et dont le succès eût compromis gravement tous ses auteurs.

Le ministre chinois aurait, dit-on, remis son prisonnier « sans préjudice » de ses prétendus droits ; mais il semble avoir revendiqué un droit qu'aucune nation civilisée ne reconnaît et dont l'exercice serait intolérable. Ce serait un précédent analogue si l'ambassadeur de Turquie attirait dans son ambassade certains membres de la colonie arménienne de Londres pour les expédier, bâillonnés et ligotés, à la merci du Sultan ; ou si Lord Dufferin avait, de manière semblable, fait prisonnier Tynan pour l'envoyer comparaître à l'Old Bailey.

Il est admis que la résidence d'une mission étrangère est considérée comme relevant du territoire de l'État qu'elle représente, et que le ministre ainsi que les membres de sa suite jouissent d'une immunité complète à l'égard des lois du pays où ils sont accrédités. Mais cela ne saurait leur conférer un pouvoir d'emprisonnement ni de juridiction crimi-

nelle ; et le privilège d'asile attaché à l'ambassade est strictement limité à son enceinte. Même si le ministre chinois avait pu retenir Sun, celui-ci aurait été libéré dès qu'il aurait franchi le seuil pour être transporté ailleurs. Il est heureux qu'il n'ait souffert d'aucune maladie ; car s'il était mort durant sa détention, il eût été fort difficile de déterminer quelles mesures prendre. Les preuves eussent été difficiles à réunir ; et, même réunies, les personnes du ministre et de ses serviteurs demeureraient inviolables.

La seule voie possible eût sans doute été d'exiger son rappel et son jugement dans son propre pays — mesure qui eût peut-être été acceptée, mais dont l'issue aurait pu ressembler à ce que les Anglais appellent un déni de justice.

Nous estimons que ce pays, presque autant que le prisonnier lui-même, peut se féliciter du tour qu'ont pris les événements ; et nous ne doutons pas que le Foreign Office saura trouver les moyens de faire comprendre aux dirigeants de l'Empire céleste qu'ils ont quelque peu dépassé les limites, et qu'ils devront à l'avenir s'abstenir de toute récidive.

LETTRE DE
SIR HALLIDAY MACARTNEY
(À l'éditeur du Times)

Monsieur,

Dans votre article de fond de ce jour, consacré à l'enlèvement allégué d'un individu, sujet chinois, se faisant appeler — parmi de nombreux autres alias — du nom de Sun Yat Sen, vous formulez à mon égard certaines remarques que je ne puis m'empêcher de considérer comme une exception à l'équité qui caractérise d'ordinaire les commentaires du Times.

Après avoir exposé les faits tels qu'ils sont présentés par les deux parties en présence, vous exprimez votre surprise quant à ma conduite, en partant manifestement du principe que la version de Sun Yat Sen est exacte et que celle de la Légation chinoise est erronée. Je ne vois pas sur quel fondement repose une telle supposition ; car vous l'adoptez sans conteste lorsque vous comparez cette affaire à l'hypothèse où l'ambassadeur de Turquie aurait attiré dans son ambassade certains membres de la colonie arménienne de Londres dans le dessein de les offrir à Sa Majesté le Sultan.

Or, je répète ce que j'ai déjà déclaré : dans le cas présent, il n'y a eu aucune manœuvre de ce genre. L'affirmation de Sun Yat Sen — ou, pour lui donner son véritable nom, Sun Wen — selon laquelle il aurait été intercepté dans la rue puis entraîné de force dans la Légation par deux robustes Chinois est absolument fausse.

Il s'est présenté à la Légation de manière inattendue et de son plein gré : une première fois le samedi 10, puis une seconde fois le dimanche 11.

Quelles que soient les opinions des docteurs en droit international quant à la légalité de sa détention, ils peuvent tenir pour absolument certain qu'il n'y a eu aucun enlèvement et qu'il est entré dans la Légation sans qu'il soit fait usage ni de contrainte ni de ruse.

Je suis, Monsieur, votre très humble et obéissant serviteur,

Halliday Macartney
Richmond House,
49, Portland Place, W.,
24 octobre.

Les remarques de Sir Halliday Macartney au sujet des divers noms sous lesquels je serais connu visent sans doute à jeter une ombre sur mon caractère ; toutefois, nul mieux que Sir Halliday ne sait que tout Chinois possède au moins quatre noms auxquels il peut légitimement prétendre.

Premièrement, le nom que les parents donnent à leur enfant.

Deuxièmement, le nom attribué par le maître d'école.

Troisièmement, le nom sous lequel un jeune homme choisit de se faire connaître dans la société.

Quatrièmement, le nom qu'il adopte lorsqu'il se marie.

La seule partie constante du nom est la première syllabe — le nom de famille à proprement parler ; l'autre partie varie selon qu'elle est choisie par les parents, le maître, ou encore par l'individu lui-même.

Puisque nous abordons ce sujet, il n'est peut-être pas sans intérêt de rappeler que mon accusateur lui-même est connu des Chinois sous plusieurs appellations. Outre le nom de Ma-Ta-Yen, qui correspond à Macartney, Son Excellence est également appelé Ma-Ka-Ni et Ma-Tsing-Shan — preuve que, en Chine, aucun nom n'est fixe, hormis le nom de famille.

LES CACHOTS DE PORTLAND PLACE (D'après The Speaker, 31 octobre 1896)

Sir Halliday Macartney est un fonctionnaire au service du gouvernement chinois. Ce seul fait semble l'avoir privé de tout sens de l'humour qu'il aurait pu posséder — lequel, à dire vrai, n'aurait sans doute jamais été très remarquable. Le secrétaire de la légation chinoise a pris dans The Times une pose d'innocence offensée. Il rappelle Woods Pacha lorsque ce personnage peu perspicace entreprend de défendre le gouvernement turc dans un journal anglais. Ce qui, chez un véritable Oriental, paraîtrait naturel et caractéristique, devient, chez un Oriental d'imitation, simplement ridicule.

Sir Halliday Macartney assure le public que le médecin chinois récemment libéré de la Bastille de Portland Place n'y a pas été attiré par ruse. À l'objection évidente — à savoir que Sun Yat Sen ne se serait jamais présenté de lui-même à l'ambassade chinoise s'il avait connu la véritable identité de ses hôtes — Sir Halliday ne daigne apporter aucune réponse. Il est pourtant certain qu'il a vu le prisonnier et qu'il n'a pris aucune mesure pour le faire libérer avant qu'une injonction impérative ne vienne du Foreign Office.

Si l'on n'avait pas l'intention de déporter Sun Yat Sen en Chine, pourquoi le maintenir en détention ? Sir Halliday Macartney se trouve dans la situation pitoyable d'un Anglais contraint, par ses obligations officielles, d'atténuer à Londres ce qui constituerait à Canton la marche ordinaire de la justice. Un agent purement chinois n'aurait rien dit. Ayant échoué, il aurait accepté les conséquences avec le fatalisme propre à sa race et à son climat. Le spectacle de Sir Halliday Macartney s'agitant et tempêtant dans The Times à la manière d'un Anglais, alors qu'il devrait garder le silence comme un Chinois, ne peut que suggérer aux autorités de Pékin que leur représentant anglais à Londres est quelque peu incompetent.

D'un autre côté, il y a dans cet enlèvement chinois quelque chose d'irrésistiblement divertissant. Les Anglais ne prennent jamais le Chinois tout à fait au sérieux, malgré la prédiction de Charles Pearson selon laquelle

l'homme jaune finira un jour par nous dévorer. La figure d'Ah Sin — surtout lorsqu'il porte la natte et le costume national — apparaît au regard du spectateur moyen comme essentiellement comique.

Si les hommes qui ont attiré Sun Yat Sen dans leur piège étaient montrés à une foule londonienne, ils ne seraient pas accueillis avec indignation, mais plutôt avec des plaisanteries légèrement moqueuses. Le sort serait sans doute bien différent pour des Européens coupables du même stratagème ; mais Ah Sin, enfantin et placide, relève de la plaisanterie traditionnelle. Sa stratégie n'inspire pas plus de ressentiment que le hochement de tête du mandarin décoratif posé sur la cheminée.

L'opinion populaire sur l'intervention de Lord Salisbury est probablement que la natte du Chinois a été tirée avec douceur mais fermeté, et qu'une telle leçon suffit amplement sans qu'il soit besoin de s'indigner publiquement. Si un Allemand ou un Français avait été enlevé dans des circonstances analogues, l'affaire aurait immédiatement été considérée comme extrêmement grave. Mais la capture et l'enfermement à Portland Place n'éveillent qu'un sourire.

Les journaux ont traité l'incident comme ils traiteraient l'annonce que Li Hung Chang, promu chancelier impérial, aurait été en même temps puni pour une visite non autorisée à l'impératrice douairière. Comment s'indigner contre un peuple dont les solennités apparaissent si souvent à l'esprit occidental comme une farce éclatante ?

Il est impossible de passer devant le numéro 40 de Portland Place avec un frisson romantique. Cette demeure bourgeoise, d'aspect solide et confortable, est désormais une Bastille pour rire, et suscite l'hilarité des garçons de boutique, qui seraient fort tentés, pour célébrer le 5 novembre, de sonner à la porte et d'introduire quelque mannequin céleste auprès des domestiques déconcertés de l'ambassade, accompagné d'une tirade fluide en « pigeon-English ».

Quant à Sun Yat Sen, il ne peut lui échapper que l'on manifeste peu de curiosité pour connaître les raisons précises de l'hostilité que lui voue le gouvernement chinois. On dit qu'il aurait pris part à une conspiration contre le vice-roi de Canton — affirmation qui ne pro-

duit guère d'impression vive sur l'esprit du public.

Les réfugiés politiques — Italiens, Polonais, Hongrois — ont généralement suscité dans ce pays un intérêt romantique. Ils ont trouvé leur place dans notre littérature, ce qui constitue toujours un bon indice des sympathies publiques. Lorsqu'un romancier s'empare de la figure du conspirateur étranger, on peut être sûr que ses intrigues et ses évasions trouvent un écho dans l'imagination populaire.

Mais nul romancier ne semble destiné à tirer parti des aventures de Sun Yat Sen, si palpitantes soient-elles en réalité, et si ce digne médecin céleste a pu être un personnage redoutable dans son pays natal.

Même les descriptions réalistes de l'administration chinoise par les voyageurs — la « douce » contrainte exercée sur les témoins en leur brisant les chevilles, le supplice des criminels découpés lentement — n'ont pas suffi à donner à la figure du « païen chinois » une coloration véritablement sinistre.

La défaite humiliante des armes chinoises lors de la dernière guerre a renforcé l'image de l'homme jaune comme d'un être plutôt grotesque et inefficace. Si Sun Yat Sen donnait une conférence sur ses aventures, peignant en couleurs sombres la tyrannie du vice-roi de Canton, ou si Sir Halliday Macartney cherchait à démontrer que son ancien prisonnier est un monstre de férocité auprès duquel les dynamiteurs occidentaux ne seraient que des anges déguisés, il est douteux que l'un ou l'autre récit obtienne une attention véritablement sérieuse du public.

Les Chinois ont leurs vertus : ce sont des gens sobres, économes et travailleurs ; ils témoignent d'un respect des liens familiaux supérieur à celui des nations occidentales. Le culte des ancêtres, bien qu'il constitue un obstacle majeur pour les missionnaires chrétiens, exerce probablement une influence morale plus forte que notre attachement à la généalogie.

Mais aucun public en Angleterre ou en Amérique n'accepterait ces vertus comme une critique des insuffisances de la civilisation anglo-saxonne. L'abîme qui sépare l'Occident de l'Orient est si profond que ni l'un ni l'autre ne consent à apprendre de son voisin, et tous deux restent indifférents aux prophètes annonçant tantôt le triomphe du Caucasi en

Chine, tantôt la submersion de l'Europe sous un flot d'immigration jaune.

Toutes les idées occidentales sont considérées en Chine avec un mépris que même les voyages de Li ne suffiront pas à dissiper ; et le numéro 40 de Portland Place ne retrouvera jamais le prestige d'insignifiance paisible dont il jouissait avant que les facéties de l'ambassade chinoise n'en fassent un centre du ridicule.

La lettre suivante est une copie de celle que j'ai adressée aux journaux afin d'exprimer ma reconnaissance au Gouvernement et à la Presse pour ce qu'ils ont fait en ma faveur :

À Monsieur le Rédacteur du —

Monsieur,

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir exprimer, par l'intermédiaire de vos colonnes, la profonde gratitude que je ressens à l'égard de l'action du Gouvernement britannique, qui a permis d'obtenir ma libération de la Légation chinoise. Je tiens également à remercier la Presse dans son ensemble pour l'aide opportune qu'elle m'a apportée ainsi que pour la sympathie dont elle a fait preuve à mon égard. S'il avait été nécessaire de me convaincre encore davantage de l'esprit généreux qui anime le peuple britannique, et de cet amour de la justice qui distingue ses citoyens, les actes accomplis au cours de ces derniers jours auraient suffi à le démontrer de manière éclatante.

Ayant désormais une conscience plus vive que jamais de ce que signifient un gouvernement constitutionnel et un peuple éclairé, je me trouve encore davantage encouragé à poursuivre activement la cause du progrès, de l'instruction et de la civilisation dans mon propre pays bien-aimé, mais aujourd'hui opprimé.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments respectueux.

Sun Yat Sen
46, Devonshire Street,
Portland Place, W.,
24 octobre.

LE RÉVOLUTIONNAIRE DES DEUX CHINE

Sun Yat-sen, le révolutionnaire qui voulut donner une République à la Chine

Lorsque Sun Yat-sen disparaît, le 12 mars 1925, à Pékin, la Chine perd l'un de ses hommes politiques les plus singuliers du début du XX^e siècle. Il n'a pas été un conquérant victorieux, n'a pas gouverné durablement l'État qu'il rêvait de transformer, et n'a pas assisté à l'aboutissement de son œuvre. Pourtant, peu de figures de l'histoire chinoise moderne ont laissé une empreinte comparable à la sienne. Pour ses partisans, il demeure le « père de la nation », celui qui a mis fin à plus de deux millénaires de régime impérial et donné au peuple chinois l'idée d'une modernité politique fondée sur la république. Pour ses adversaires, il fut longtemps un conspirateur incapable de stabiliser le pouvoir qu'il avait contribué à créer. Entre ces deux lectures, Sun Yat-sen apparaît surtout comme un homme de transition, situé entre une Chine impériale en décomposition et une Chine nouvelle encore à construire.

Né le 12 novembre 1866 dans le village de Cuiheng, près de Xiangshan, dans la province du Guangdong, Sun Yat-sen appartient à une famille paysanne relativement modeste. Son nom chinois est Sun Wen, tandis que Sun Yat-sen est une transcription occidentale devenue célèbre. Il portera également d'autres noms au cours de sa vie politique, notamment Sun Zhongshan, sous lequel il est encore largement connu en Chine et à Taïwan. Son enfance se déroule dans une région ouverte sur le monde extérieur, marquée par les échanges commerciaux, l'émigration et la présence croissante des puissances étrangères. Le Guangdong est alors l'une des provinces chinoises les plus exposées aux bouleversements venus de l'étranger, dans une période où l'Empire des Qing traverse une crise profonde.

Comme beaucoup de jeunes Chinois de sa génération, Sun est confronté très tôt à la contradiction entre l'héritage impérial chinois et la puissance technologique, militaire et scientifique de l'Occident. Son frère aîné ayant émigré à Hawaï, Sun le rejoint à l'âge de treize ans. Il y découvre un environnement

radicalement différent de celui de la Chine traditionnelle. Il reçoit une éducation chrétienne et occidentalisée, fréquente des établissements scolaires modernes et observe le fonctionnement des institutions étrangères. Cette expérience joue un rôle déterminant dans sa formation intellectuelle. Elle ne fait pas de lui un simple admirateur de l'Occident, mais lui donne la conviction que la Chine doit se transformer profondément si elle veut éviter la domination des puissances étrangères.

De retour en Chine, Sun poursuit des études médicales à Hongkong, alors colonie britannique. Il obtient son diplôme de médecine en 1892 et exerce brièvement comme médecin. Mais son activité professionnelle ne tarde pas à être dépassée par son engagement politique. La défaite chinoise face au Japon lors de la guerre de 1894-1895 constitue pour lui un choc majeur. L'Empire des Qing, qui prétendait encore incarner une grande civilisation, apparaît incapable de résister à une puissance asiatique modernisée sur le modèle occidental. Pour Sun, cette humiliation démontre que la réforme limitée du système impérial ne suffira pas : il faut renverser la dynastie et établir un nouveau régime.

En 1894, il fonde à Honolulu la Société pour le redressement de la Chine, une organisation révolutionnaire destinée à préparer la chute des Qing. L'entreprise est alors extrêmement minoritaire. La plupart des Chinois restent attachés à l'ordre impérial ou considèrent qu'une transformation radicale est impossible. Sun lui-même ne dispose ni d'une armée, ni d'une base populaire importante, ni d'un territoire contrôlé. Son action repose essentiellement sur la mobilisation de réseaux d'étudiants, d'intellectuels, de commerçants chinois d'outre-mer et de militants hostiles au pouvoir mandchou.

Après l'échec d'une tentative d'insurrection à Canton en 1895, Sun doit s'exiler. Commence alors une longue période de déplacements qui fera de lui l'un des premiers révolutionnaires chinois véritablement internationaux. Il séjourne notamment au Japon, aux États-Unis, en Europe et en Asie du Sud-Est, où il cherche à obtenir des soutiens financiers et politiques. Pendant ces années d'exil, il construit progressivement son image d'homme d'État et développe une pensée politique originale, nourrie à la fois par les idées républi-

caines occidentales, le nationalisme chinois et une volonté de modernisation économique.

En 1905, à Tokyo, Sun joue un rôle central dans la création de la Ligue jurée, le Tongmenghui, qui rassemble plusieurs groupes révolutionnaires chinois. Cette organisation devient le principal mouvement opposé aux Qing. Sun y formule progressivement les principes qui formeront le cœur de sa doctrine politique : les « Trois Principes du peuple », fondés sur le nationalisme, la démocratie et le bien-être du peuple. Le nationalisme vise alors principalement à restaurer la souveraineté chinoise face aux puissances étrangères et à mettre fin au pouvoir d'une dynastie considérée comme étrangère, les Qing étant d'origine mandchoue. Le principe démocratique défend l'instauration d'un régime républicain inspiré des modèles modernes. Le troisième principe, celui du bien-être du peuple, cherche à répondre aux questions sociales et économiques, notamment la répartition des terres et la modernisation du pays.

La révolution que Sun prépare pendant près de deux décennies éclate finalement en 1911. Le mouvement commence à Wuchang, dans la province du Hubei, le 10 octobre, après une mutinerie militaire qui se transforme rapidement en soulèvement politique. L'événement, connu sous le nom de révolution de Xinhai, provoque l'effondrement progressif de l'autorité impériale. Sun Yat-sen, qui se trouve alors aux États-Unis, n'a pas dirigé directement le déclenchement de la révolte, mais son prestige auprès des révolutionnaires est considérable. À son retour en Chine, il est choisi comme président provisoire de la République de Chine, proclamée le 1er janvier 1912 à Nankin.

Cette victoire historique est pourtant immédiatement fragilisée. La jeune république ne dispose pas d'institutions solides et doit composer avec Yuan Shikai, puissant général de l'armée impériale du Nord. Pour obtenir l'abdication du dernier empereur Qing, le jeune Puyi, Sun accepte de céder la présidence à Yuan en février 1912. Ce choix illustre l'un des grands paradoxes de sa carrière : révolutionnaire convaincu, il accepte des compromis politiques afin de préserver l'unité nationale. Mais Yuan Shikai, une fois au pouvoir, refuse rapidement le fonctionnement parlementaire et tente de restaurer une

forme de pouvoir personnel, allant jusqu'à se proclamer empereur en 1915 avant de renoncer face à l'opposition.

Après la mort de Yuan Shikai en 1916, la Chine entre dans une longue période de fragmentation politique connue sous le nom d'époque des seigneurs de la guerre. Le gouvernement central perd son autorité réelle et différentes puissances militaires contrôlent des régions entières. Sun Yat-sen tente alors de reconstruire un mouvement politique capable d'unifier le pays. Il fonde le Kuomintang (Guomindang), parti nationaliste chinois, qui devient progressivement l'instrument politique de son projet républicain.

Ses dernières années sont marquées par une évolution importante de sa pensée et de sa stratégie. Constatant l'absence de soutien suffisant des puissances occidentales, qui privilégient souvent la stabilité des intérêts étrangers en Chine, Sun se rapproche de l'Union soviétique au début des années 1920. Cette coopération conduit à la réorganisation du Kuomintang avec l'aide de conseillers soviétiques et à une alliance temporaire avec le Parti communiste chinois, fondé en 1921. Sun ne devient cependant jamais communiste. Son objectif demeure la construction d'un État national moderne, capable de restaurer la souveraineté chinoise et d'assurer le développement économique du pays.

À partir de 1923, alors que sa santé se dégrade, Sun tente encore de préparer l'unification politique de la Chine. Il établit son gouvernement révolutionnaire à Canton et cherche à former une armée capable de combattre les seigneurs de la guerre. Il meurt à Pékin le 12 mars 1925, à l'âge de cinquante-huit ans, des suites d'un cancer du foie. Sa disparition intervient avant la réalisation de son projet. La Chine demeure divisée et les forces politiques qu'il a contribué à créer entreront bientôt dans une lutte complexe pour le contrôle du pays.

Après sa mort, l'héritage de Sun Yat-sen devient l'objet d'une compétition politique majeure. Le Kuomintang dirigé par Tchang Kaï-chek se réclame de sa mémoire et fait de lui le fondateur de la République chinoise. Après 1949, le gouvernement communiste de Mao Zedong reconnaît également son rôle historique, le présentant comme un précurseur de la révolution nationale chinoise et un adver-

saire du pouvoir impérial et colonial. À Taïwan comme en Chine continentale, Sun conserve ainsi une place exceptionnelle dans la mémoire nationale, même si son interprétation varie selon les régimes.

La singularité de Sun Yat-sen tient peut-être moins aux résultats immédiats de son action qu'à la transformation des imaginaires politiques chinois qu'il a provoquée. Il fut l'un des premiers à affirmer qu'un autre avenir était possible pour la Chine, au-delà de la monarchie impériale et de la domination étrangère. Son parcours est celui d'un révolutionnaire sans armée devenu symbole national, d'un médecin devenu homme d'État, d'un intellectuel partagé entre les traditions chinoises et les modèles politiques étrangers.

Sa vie résume les contradictions de la Chine du début du XXe siècle : le désir d'indépendance face aux puissances étrangères, la nécessité d'une modernisation rapide, la difficulté de construire un État après l'effondrement d'un ordre ancien. Sun Yat-sen n'a pas fondé à lui seul la Chine moderne, mais il a contribué à en formuler l'idée. C'est cette place de fondateur intellectuel et politique, plus encore que ses victoires concrètes, qui explique la permanence de son influence près d'un siècle après sa disparition.

Sun Yat-sen (1866–1925) fut le principal artisan de la chute de la dynastie Qing et le père fondateur de la République de Chine, défenseur d'un nationalisme modernisateur. En 1896, à Londres, il est enlevé par des agents chinois à la légation impériale, qui tentent de le rapatrier de force. Grâce à l'intervention de ses contacts britanniques et à la presse, il est libéré après douze jours, gagnant une notoriété internationale.

"[...] Un troisième homme apparut alors, et mon premier interlocuteur nous quitta. Les deux autres insistèrent davantage pour que je les accompagne ; peu à peu, et sous des dehors amicaux, ils me conduisirent vers le bord du trottoir, lorsqu'une porte voisine s'ouvrit soudain. À moitié en plaisantant, à moitié avec insistance, ils me poussèrent à entrer, chacun me pressant d'un côté, joignant à leurs paroles un geste apparemment amical.

Ne soupçonnant rien — car j'ignorais dans quelle maison j'entrais — je n'hésitai que par crainte d'arriver en retard chez M. Cantlie. Finalement, de bonne foi, je pénétrai à l'intérieur, non sans surprise lorsque la porte fut refermée et verrouillée derrière moi avec empressement. [...]"

